

INpreCOR

Numéro 301 du 26 janvier au 8 février 1990 ♦ 15 FF 5 FS 85 FB

POLOGNE La bombe à retardement



BRESIL : ★ PT un nouveau type de parti

ROUMANIE : Espoirs et appréhensions

AMERIQUE CENTRALE : Malta/Yalta/Panama... et demain ?

URSS : La poudrière caucasienne

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 301
du 26 janvier au 8 février 1990

3

UNION SOVIETIQUE

L'empire contre-attaque
Salah JABER

4

POLOGNE

La bombe à retardement
Cyril SMUGA

9

ROUMANIE

Un mélange d'espoir et d'appréhension
Gerry FOLLEY

14

BRESIL

Percée historique du PT
Juarez GUIMARAES

16

Un nouveau type de parti
Michael LOWY



21

AMERIQUE CENTRALE

Doubledéfaite
Janette HABEL

23

Les contradictions de Fidel Castro
DOCUMENT

24

Le FSLN persiste et signe
DOCUMENT

26

EN BREF

MEXIQUE : Nouveau conflit à Ford
ITALIE : Congrès de Democrazia proletaria
CANADA : Menaces contre l'avortement
TURQUIE : Viol licite des prostituées

28

GRECE

Démission d'un député communiste
DOCUMENT

*Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.*

La campagne d'abonnements continue...

Vous êtes nombreux à avoir déjà répondu à l'appel que nous avons lancé dans le numéro 300 pour démarrer notre campagne d'abonnements "à l'essai", en nous envoyant les noms et adresses de ceux (et celles) qui, dans votre entourage, seraient susceptibles d'être intéressé(e)s par *Inprecor*.

Les personnes dont vous nous donnez l'adresse recevront deux numéros gratuits d'*Inprecor* avant d'être sollicitées pour bénéficier de l'abonnement promotionnel à 250 francs pour un an (au lieu de 280 FF). Vous pouvez aussi, bien sûr, vous abonner vous-même à ce tarif (valable jusqu'à la fin mai) si vous ne l'avez pas déjà fait.

Pensez également à profiter de notre nouvel abonnement de 100 francs pour six mois (au lieu de 140 FF) destiné aux "jeunes" de moins de 25 ans et aux chômeurs, et à en parler autour de vous.

C'est grâce à votre aide qu'*Inprecor* pourra être mieux connu et mieux diffusé. Alors, abonnez-vous...



La rédaction

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Tél: 48.59.00.80

Directeur de publication :
Christian Lamotte.
Commission paritaire numéro
59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél: 45.32.06.23

ABONNEMENT **(24 numéros par an)**

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord,
Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal
numéro 2.322.42 T Paris

Abonnement promotionnel (250 FF, un an)

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 FF, six mois)

Abonnement à l'essai (2 numéros gratuits)

Réabonnement

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

L'empire contre-attaque

C'EST POURTANT cette version que les médias occidentaux, relayant la télévision soviétique, ont tenté de propager. Certes, massacres il y avait, aussi abjects que l'ont toujours été les tueries fondées sur le principe de la "réciprocité ethnique". Certes, le "drame du Caucase" est tout à fait tragique, et s'il y a une situation qui mérite bel et bien le triste néologisme qu'est "libanisation", c'est celle de cette partie de l'URSS. Rien n'y manque, en effet, depuis plus de deux ans : montée en force des "exclusivismes" communautaires ; massacres ; exodes symétriques, aboutissant par étapes à l'homogénéisation ethnique des territoires et à des partitions de facto avec lignes de démarcation militaire en guise de frontières ; blocus des Arméniens par les Azéris ; déliquescence de l'appareil d'Etat traditionnel, supplanté par des organisations communautaires ; enfin, serait-on tenté de poursuivre, intervention d'une force extérieure qui, sous prétexte de rétablir l'ordre après avoir elle-même atisé le feu, cherche surtout à imposer son hégémonie aux deux communautés (1).

"Diviser pour régner"

De fait, en ces temps de glasnost et de réforme démocratique, les agissements du pouvoir central soviétique dans le Caucase ne font que confirmer que, dans tout empire, la "démocratie", aussi avancée puisse-t-elle être, s'arrête aux frontières de la métropole. Au-delà, dans les territoires subjugués, le maintien de la domination du pouvoir central est une fin qui implique inéluctablement le recours aux pires moyens. Moscou, dans l'engrenage des crises caucasiennes, a fait preuve d'un machiavélisme digne des pires intrigues de l'empire britannique.

"Diviser pour régner" est bien, en effet, le principe dont s'est inspiré le Kremlin dans cette affaire. Il y aurait beaucoup à dire sur la façon dont les relais locaux de l'appareil central, en Arménie et en Azerbaïdjan, ont systématiquement cherché à dévier l'opposition montante au joug imposé par Moscou vers l'impasse sanglante de l'antagonisme

La bienveillante compréhension manifestée par les gouvernements impérialistes, et en premier lieu par l'administration américaine, à l'égard de l'intervention des troupes soviétiques en Azerbaïdjan serait-elle motivée, comme du reste l'intervention elle-même, par des soucis "humanitaires"? Il faudrait être bien naïf pour le croire. En vérité, Moscou est aussi peu animé par la volonté somme toute irréprochable, voire louable, de mettre un terme à des "pogroms" que ne le sont ceux qui, en Occident, lui donnent leur bénédiction.

Salah JABER

entre nations opprimées. Il y a plus que des doutes sur la responsabilité de l'appareil central dans les massacres anti-arméniens de Soumgaït, en Azerbaïdjan, en février 1988, massacres qui ont largement contribué à donner aux événements la tournure qu'ils ont prise (2). Le cynisme de Moscou, profitant du terrible séisme qui a ravagé l'Arménie pour arrêter les membres du Comité Karabagh à la veille des élections de mars 1989 au Congrès des députés du peuple de l'URSS, n'a échappé à personne. Et ce, au moment même où, précisément, des dirigeants du Comité (qui se transformera en Mouvement pan-national arménien), conscients du piège révélé par Soumgaït, mettaient en garde leurs compatriotes contre la dérive chauvine et meurtrière, et désignaient le pouvoir central comme ennemi principal.

D'une manière identique, le Kremlin a feint, jusqu'à la dernière minute, d'ignorer que le Front populaire était devenu, et de loin, la force majoritaire au sein de la population azérie. Il n'a pas manqué, en revanche, d'orchestrer contre celui-ci une véritable campagne de désinformation, agitant le spectre de l'intégrisme islamique devenu une des tartes à la crème les plus consommées à notre époque. Le procédé est grossier : on assimile le retour en force de la religion comme facteur d'identité culturelle à une "montée de l'intégrisme" en tant que courant et idéologie totalitaires ; on y ajoute l'insinuation que l'Iran tire les ficelles du mouvement populaire, ce qui est d'autant plus absurde dans le cas de l'Azerbaïdjan que Téhéran a encore plus de raisons que Moscou de craindre le nationalisme azéri qu'elle op-

prime plus durement dans les frontières de son propre empire persan "islamique".

Le Kremlin croit ainsi pouvoir justifier, dans le cas azéri, son refus de reconnaissance et de dialogue avec les mouvements populaires des nationalités périphériques de l'URSS. Fallait-il, en Azerbaïdjan, mener cette intervention brutale, plus meurtrière que les tueries qu'elle était censée arrêter, pour s'apercevoir de ce qu'affirmait récemment un reporter candide de la télévision soviétique : « *On aurait pu éviter un bain de sang, si on avait dialogué avec le Front populaire avant d'envoyer les troupes* ». Prendre le risque d'un nouvel Afghanistan à moindre échelle, était-ce nécessaire pour comprendre que la paix dans cette partie du Caucase ne saurait être assurée par les chars, mais uniquement par un dialogue entre les mouvements populaires locaux et avec eux ?

Certes non. Mais ce n'était précisément pas le souci majeur de Gorbatchev. Confronté à l'accélération inexorable de la décomposition de l'empire soviétique, mis au pied du mur par son opposition conservatrice, piteusement débouté en Lituanie à quelques jours d'une session de son Comité central, Gorbatchev devait frapper fort. Il a choisi de le faire là où il savait que son intervention serait la mieux "comprise" par ses interlocuteurs impérialistes. En ce sens, son intervention en Azerbaïdjan est un signe pour l'ensemble des nationalités périphériques de l'URSS.

Même le Mouvement pan-national arménien ne s'y est pas trompé, et c'est tout à son honneur. Dans un communiqué diffusé par l'AFP, il affirme : « *Moscou a pris des mesures radicales non pour défendre la sécurité des Arméniens, mais seulement parce qu'il a perçu une menace pour le pouvoir soviétique. De ce point de vue, les événements doivent être considérés comme une violation des droits souverains des Azéris, qui peut avoir des conséquences négatives pour le sort d'autres républiques* ». ★

6 janvier 1990

1) Voir *Inprecor* numéro 296 du 30 septembre 1989

2) Voir *Inprecor* numéro 263 du 11 avril 1989.

La bombe à retardement

« L'ensemble des lois adoptées ces derniers jours par la Diète et le Sénat, entré en vigueur hier, peut être considéré — sans exagération — comme un nouveau système économique. La réalité dans laquelle nous nous sommes retrouvés en revenant des bals de Saint-Sylvestre est en effet diamétralement opposée à celle à laquelle nous étions habitués lorsque le nom de l'Etat comportait encore l'adjectif "populaire". » C'est ainsi que l'organe gouvernemental, *Rzeczpospolita*, du 2 janvier 1990, a qualifié le train de mesures adopté par le gouvernement de coalition entre Solidarité et le parti communiste (Parti ouvrier unifié polonais, POUP), dirigé par Tadeusz Mazowiecki.

Cyril SMUGA



LES LOIS adoptées par le gouvernement polonais au début de l'année sont le fruit de l'accord préparé avec le Fonds monétaire international (FMI). Leurs principaux éléments sont :

1) La libération des prix. Seuls certains — notamment ceux des transports, des loyers, de l'énergie électrique et du gaz, ainsi que du charbon — resteront fixés par l'administration tout en subissant des hausses substantielles (1).

2) L'instauration de la convertibilité interne du zloty (avec quelques restrictions pour les opérations non-commerciales) ainsi que d'un cours unique et stable du zloty par rapport au dollar, durant le premier trimestre (2). Cela va de pair avec la suppression des limitations administratives du commerce extérieur (à l'exception d'une cinquantaine de produits dont l'exportation sera limitée) et la mise en place d'un système unique de tarifs douaniers.

3) Le contrôle strict de la hausse des salaires qui devront croître moins vite que les prix. Le parlement a voté, le 27 décembre, une loi qui sanctionne les augmentations des salaires supérieures à celles prévues par le système de l'échelle mobile prenant effet rétroactivement à partir de septembre 1989. Les entreprises dans lesquelles l'augmentation de la masse salariale dépasserait les normes fixées devront s'acquitter d'un impôt ex-

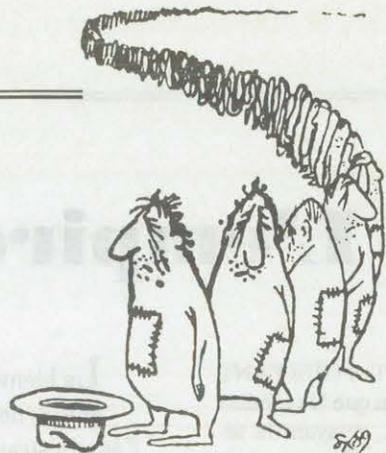
ceptionnel équivalent à 200 % du dépassement, voire même à 500 % ! (3) Le but avoué de ce mécanisme est d'aboutir à une baisse du salaire moyen réel de l'ordre de 25 % à la fin de l'année 1990.

4) La limitation du déficit budgétaire par la suppression d'une grande partie des subventions versées aux entreprises, ainsi que des subventions des articles de première nécessité. Il est à noter que le projet de la loi de finances pour 1990 est bien moins austère en ce qui concerne le budget militaire et celui du ministère de l'Intérieur. En cas de déséquilibre, le gouvernement s'engage à s'endetter auprès des banques commerciales au lieu de recourir à la planche à billets.

5) Le contrôle et le renchérissement du crédit, dont le fondement doit être un taux d'escompte réel positif, et la suppression des crédits préférentiels (notamment pour la protection de l'environnement et les économies d'énergie !). Là encore la loi est rétroactive : les taux d'intérêt des prêts agricoles et pour l'achat d'un logement en cours de remboursement seront réévalués à la hausse.

L'ensemble de ces mesures conduit ainsi à une redistribution des revenus au profit de ceux du capital et au détriment des revenus salariaux, en particulier dans le secteur public et l'administration (à la seule — et notable ! — exception de l'appareil de répression dont les avantages salariaux sont préservés).

Outre les mesures présentées comme anti-inflationnistes, le gouvernement polonais s'est engagé auprès du FMI à poursuivre en 1990 les réformes de système et en particulier d'achever les mesures législatives permettant la réforme du système



Tiré de Polityka

de propriété au travers de privatisations et d'ouverture plus grande au capital étranger. Les limitations administratives concernant la vente de terrains doivent être levées. La procédure de faillite devra être simplifiée. Le développement du système bancaire devra se faire par la constitution de banques privées et des facilités pour l'établissement des banques étrangères. Une bourse sera mise en place. Une première vague de privatisations d'entreprises publiques (il est question d'une soixantaine) aura lieu en 1990. Des facilités seront offertes aux travailleurs des entreprises en question afin qu'ils puissent également acheter des actions.

Par ailleurs, le Parlement polonais a également introduit quelques modifications dans la Constitution : la République polonaise n'est plus "populaire" et l'aigle la symbolisant portera dorénavant la couronne traditionnelle. Toutes les références à la "défense des conquêtes socialistes", au "renforcement de la propriété sociale", à la "garantie que les citoyens participent au pouvoir", à la "mise en pratique des principes de la justice sociale" etc., ont disparu du texte, ainsi que la mention de l'amitié avec l'URSS et du rôle dirigeant du POUP.

Plus significatif est l'abandon du passage concernant le droit au travail — « devenu caduc en lien avec le chômage qui doit être un effet secondaire de l'assainissement de l'économie polonaise » comme l'écrivait le quotidien du gouvernement le 28 décembre dernier. D'autres modifications plus importantes sont : la soumission des procureurs au ministère de la Justice et non à celui de l'Intérieur ;

1) A partir du 1er janvier 1990, les prix de gros ont augmenté de 400 % pour le charbon, de 300 % pour l'électricité et de 250 % pour le gaz. Les prix de détail ont encore plus augmenté : le charbon de 600 % ; l'électricité, le gaz, l'eau chaude et le chauffage central de 400 % ; les tarifs postaux de 150 % ; ceux du téléphone de 100 % ; les billets de chemin de fer et des bus inter-urbains de 250 % ; ceux des transports urbains d'au moins 100 % ; les loyers des logements sociaux de 400 %...

2) Le 1er janvier, le cours moyen (achat/vente) a été fixé à 9 500 zlotys pour un dollar.

3) Fait significatif, les entreprises à capital étranger ne sont pas concernées par ce blocage des salaires — à n'en pas douter, cela pesera sur les réactions des travailleurs envers la vente de leur entreprise...

la reconnaissance du droit de se regrouper au sein des partis politiques, qui n'est dorénavant limité que par la possibilité du Tribunal d'Etat de dissoudre un parti dont les buts ou l'activité sont contraires à la loi fondamentale ; la garantie de la liberté économique dans tous les secteurs de propriété. Il s'agit pour l'essentiel de changements "cosmétiques". Mais c'est une Diète [Parlement] élue dans des conditions peu démocratiques, et non une Assemblée constitutionnelle qui les a réalisés.

Les engagements de politique intérieure pris par le gouvernement polonais sont précis et conduiront sans nul doute à une sérieuse baisse du niveau de vie des travailleurs et à la constitution d'un volant de chômage (évalué à 400 000, voire même cinq millions de chômeurs). Mais il n'en n'est pas de même pour le remboursement de la dette extérieure, ni l'équilibre de la balance des paiements. Le bilan commercial avec l'Occident sera négatif en 1990 et ce n'est qu'en 1993 que Tadeusz Mazowiecki prévoit d'équilibrer les échanges en devises. Et encore, la lettre d'intentions envoyée au FMI insiste sur le fait que cela ne sera possible qu'à condition d'une réduction du service de la dette et de la dette elle-même.

L'endettement extérieur de la Pologne est pour l'instant le principal moyen de pression dont dispose la bourgeoisie pour obtenir les changements qui lui sont favorables. D'autre part, c'est en premier lieu l'ouverture du marché polonais (et d'autres marchés à l'Est, surtout l'URSS) qui paraît attirer les capitaux occidentaux. Enfin, des milieux patronaux occidentaux semblent intéressés par une procédure de conversion de parts de la dette polonaise contre des facilités d'investissement en Pologne (4). Il n'est donc pas surprenant que le programme du FMI (5) laisse de côté la question du paiement de la dette.

En présentant son programme à la Diète, le gouvernement annonçait que l'hyperinflation serait vaincue en quatre mois. En janvier, les prix devaient augmenter (selon ces prévisions) d'environ 45 %, ce qui était présenté comme une indispensable "inflation stabilisatrice". Puis la hausse des prix était censée se ralentir jusqu'à 2-3 % par mois à partir d'avril. Les premiers résultats de la libération des prix et des effets des hausses administratives (énergie, transports, etc.) ont porté un coup à ce bel optimisme.

L'évolution des prix de certains biens alimentaires dans les magasins de Varsovie permet de se faire une idée du désastre : la baguette a augmenté de 120 %, le lait de 65 %, le saucisson de 170 % et la viande de bœuf de 100 %. Il en va de même de certains biens industriels : les

pantalons ont augmenté de 70 % et les meubles entre 100 et 400 %. Le prix d'engrais "super-phosphate" a été multiplié par 20 et de certains insecticides par 50.

Il faut ajouter qu'en 1989, les prix de biens de consommation avaient déjà été multipliés par huit et ceux des biens alimentaires par près de onze. Par ailleurs, si en août 1989 les revenus ont augmenté plus que les prix à la suite d'une très large vague de grèves, il n'en a pas été de même à partir des premières mesures du nouveau gouvernement : de septembre à décembre les prix ont augmenté de 111 % alors que l'augmentation des salaires n'a été que de 70 % environ (6). Ainsi, en trois mois, le gouvernement est parvenu à annuler l'effet des augmentations salariales arrachées en août. Pourtant, il semble toujours jouir d'un très large soutien populaire (7).

Un choix social

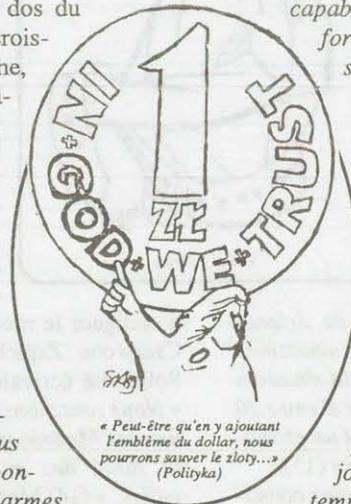
Paradoxalement, la critique des choix de ce gouvernement dans certains organes de presse du POUP renforce sinon l'acceptation, du moins la soumission de la population à la politique menée depuis septembre. L'organe du gouvernement peut ainsi mettre sur le dos du passé les difficultés croissantes de la vie quotidienne, sans que ce discours paraisse excessivement démagogique : « C'est justement 45 ans d'incessante "amélioration croissante" qui ont mené notre pays à la catastrophe économique que chaque famille polonaise ressent aujourd'hui. Ce n'est pas le remède de cheval (car aucun autre n'assurerait plus la guérison) qui sera responsable de la sueur et des larmes de l'année à venir, mais le presque demi-siècle d'expériences économiques communistes. » (8) Ce que ce discours cache, c'est que le choix du type de sacrifices demandés et à qui va-t-on l'imposer est un choix social.

Un récent sondage reflète que plus de

60 % de la population déclare que son niveau de vie a baissé et près de la moitié annonce avoir des dettes. 60 % ne peut plus se permettre de partir en vacances, 58 % ne va plus au cinéma et 82 % plus au théâtre. La peur du lendemain domine (40 % des réponses). Dans cette situation, un désintérêt pour la vie sociale et politique apparaît (seulement 19 % déclare vouloir suivre tous les événements alors que 38 % annonce ne même pas suivre les grands événements !) ce qui conduit au manque d'intérêt pour l'information (40 % suit le journal télévisé et seulement 23 % lit quotidiennement la presse) (9). Ces attitudes reflètent une situation contradictoire, avec une réelle libéralisation de la vie politique et l'affaiblissement de la toute puissance des hiérarchies dans les entreprises et, simultanément, une baisse sensible du niveau de vie. Le sentiment de victoire remportée sur l'opresseur va ainsi de pair avec le sentiment de défaite matérielle et d'absence de perspectives.

Dans cette nouvelle situation, Solidarité n'arrive pas à retrouver sa place. Lech Walesa explique : « En ce moment, nous devons rester un syndicat, mais qui soit capable de se soumettre aux réformes économiques indispensables et nécessaires ». Peu de militants ont réussi à transformer ces mots en activité. D'ailleurs, est-ce vraiment d'activité qu'il s'agit ? Questionné à propos d'un rapprochement des travailleurs des pays de l'Est, Walesa répond : « Non, c'est la vieille école : "Proletaires de tous les pays, unissez-vous." Ce n'est pas la bonne direction. Aujourd'hui, ce n'est pas le temps des prolétaires, mais celui de ceux qui, élus démocratiquement, dirigent les prolétaires. » (10)

Les structures de Solidarité, paralysées par le lien allégeance au nouveau gouvernement perçu comme étant le leur, ont cessé de jouer le rôle d'outil d'auto-défense pour une fraction importante des



4) Ainsi, la Chase Manhattan Bank a offert de racheter des parts de la dette polonaise pour 2,5 milliards de dollars en échange de certains privilèges bancaires en Pologne.

5) Michel Camdessus, directeur général du FMI, s'est élevé contre l'attribution de ce plan au FMI. « Ce programme est celui du gouvernement polonais et non du FMI. Le Fonds n'a fait qu'offrir ses conseils et son aide lors de son élaboration » expliquait-il le 11 décembre dernier, à Varsovie. Au sujet des réactions négatives à ce programme des représentants du capital étranger déjà établis en Pologne, il déclarait cependant qu'il ne peut « imaginer que le

capital étranger sérieux puisse rejeter les recommandations du FMI qui sont réalisées dans plus de 60 pays du monde, justement au profit des investisseurs ». (Rzeczpospolita du 12 décembre 1989)

6) Zycie Gospodarcze du 14 janvier 1990.

7) Rzeczpospolita du 20 décembre 1989 rapporte des enquêtes selon lesquelles, en octobre 1989 68 % des personnes interrogées déclaraient faire confiance au gouvernement, ce chiffre étant de 82 % en novembre et de 76 % en décembre 1989.

8) Rzeczpospolita, 20 décembre.

9) Rzeczpospolita du 22/26 décembre 1989.

10) Tygodnik Solidarnosc du 8 décembre 1989.

travailleurs. Neuf mois après sa légalisation, la faiblesse numérique de Solidarité l'atteste — deux millions de membres, alors qu'il en comptait dix en 1981. Cela permet aux syndicats mis en place sous la protection de l'état de guerre (l'Entente nationale des syndicats, OPZZ) de maintenir partiellement leurs effectifs et, surtout, conduit à l'apparition de syndicats catégoriels (tels ceux de l'encadrement) dans un nombre croissant d'entreprises.

La vie syndicale dans Solidarité est des plus réduites et nombreuses sont les sections où seuls les permanents maintiennent un semblant d'activité. Ainsi, lors du congrès du syndicat de la région de Varsovie, seulement 700 commissions syndicales (sur plus de 1 600 existantes sur le papier) étaient représentées. Cette situation est loin d'être exceptionnelle. L'hebdomadaire syndical a écrit à ce sujet : « Cette situation a deux causes : l'absence d'élections statutaires dans les commissions d'entreprises, ce qui témoigne de la passivité des membres du syndicat, et la condition

financière pour prendre part au congrès : le paiement des cotisations à la région. Peu de commissions d'entreprises le font. Sans chercher les raisons d'une telle situation (cela pourrait dévoiler une ligne de division implicite dans le syndicat), il faut noter les compte-rendus dramatiques des trésoriers des régions. Les caisses

sont vides. Dans la région de Jelenia Gora, seulement 45 % des commissions paye les cotisations. Ailleurs, la situation n'est pas meilleure. L'absence d'entre 20 et 30 % des délégués élus était un phénomène général dans les congrès » (11).

Les sourdes luttes de fractions constituent un autre signe de la crise de l'orientation majoritaire au sein du groupe parlementaire de Solidarité, en particulier entre la "cour" (c'est ainsi que la presse syndicale baptise les partisans de Walesa qui contrôlent l'hebdomadaire *Tygodnik Solidarnosc*) et la "famille" (nom péjoratif des anciens du Comité d'auto-défense social, KOR, qui dirigent le quotidien *Gazeta Wyborcza*). Les divergences entre les deux courants concernent essentiellement les rôles respectifs des comités civiques et des structures syndicales et apparaissent plus comme une lutte de pouvoir que comme une divergence de ligne.

Il faut pourtant noter que, depuis quel temps, *Tygodnik Solidarnosc* tente d'identifier la "famille" avec la "gauche"

pour écrire aussitôt : « Ce qui est à gauche dans Solidarité cherche à tisser des liens avec la gauche polonaise. Mais il n'y a pas de gauche sans le POUP. » (12) Cependant, des éléments d'une ligne alternative, attachés à la défense des revendications immédiates (y compris contre la politique du gouvernement) et en même temps à l'unité du syndicat ont commencé à apparaître.

Grèves dans les mines

Depuis la prise de fonctions du nouveau gouvernement, en septembre 1989, les grèves sont devenues un phénomène rare. Lorsqu'elles éclatent, en règle générale sans appel lancé par un syndicat, les représentants de Solidarité cherchent à jouer les intermédiaires dans les négociations. De plus, les grévistes obtiennent, au moins partiellement, satisfaction. Ainsi, dans les mines de zinc et de plomb de Bukowina, les mineurs de fond ont obtenu le 20 décembre, après un jour et demi d'occupation, que leur salaire soit équivalent au double du salaire moyen dans l'industrie (13) et augmente donc de près de 30 %. Par ailleurs, la direction s'est engagée à verser dans les jours suivants un complément de salaire de 100 000 zlotys au titre de réévaluation du salaire de novembre.

Dans plusieurs cas, les structures minières de Solidarité ont tenté d'endiguer le mouvement. Dans la mine Czerwone Zagłobie, la commission de Solidarité écrivait au Premier ministre : « Nous soutenons les réformes du gouvernement Mazowiecki mais pas au prix de la santé des mineurs et de leurs familles. » (14) Malgré cette démarche, une grève d'occupation a démarré dans la mine le 16 janvier et, deux jours après, les grévistes ont éconduit de la mine les représentants de Solidarité qui tentaient de les calmer.

De manière similaire, en Basse-Silésie, un meeting de 4 000 mineurs en grève a empêché le représentant de Solidarité de prendre la parole. Le mouvement de grèves a touché au moins huit mines et s'est conclu par un compromis. Dans le bassin de Walbrzych en Basse-Silésie, les grévistes ont obtenu une revalorisation de leurs salaires (en particulier le maintien des tarifs précédents pour le travail des week-ends) et la garantie que leurs entre-

prises ne seront pas administrativement liquidées. Dans la mine Thorez, en échange d'une assurance sur le paiement des jours de grève, les grévistes ont accepté de signer un accord qualifiant leur grève d'illégale à la demande du négociateur gouvernemental, ancien responsable de Solidarité des mineurs.

Dans toutes ces grèves, des comités de grève ont été élus pour diriger le mouvement — alors que traditionnellement c'est la commission de Solidarité qui nommait le comité de grève ! Des militants de Solidarité ont parfois fait partie de tels comités. Toutes les grèves ont obtenu le soutien du pseudo-syndicat officiel OPZZ (qui compte souvent, du moins sur le papier, plus de membres que Solidarité dans les mines).

Les premières grèves de mineurs témoignent du ras-le-bol qui est en train de gagner les travailleurs polonais et des premiers signes de rejet, sinon de la politique économique du gouvernement du moins de certains de ses effets. Mais leur déroulement met aussi en lumière la principale faiblesse de ces mouvements : sans organisation au-delà de l'entreprise, sans liens naturels de coordination, ils sont condamnés à l'isolement et le gouvernement peut employer avec succès la tactique de solution des conflits au coup par coup.

Les paysans rechignent

« L'enthousiasme [des paysans] a pris fin dès l'apparition des difficultés d'écoulement de la nourriture qu'ils produisent. Car s'en est suivie une baisse des prix payés aux paysans alors, qu'en même temps, les prix des moyens de production ont sérieusement augmentés. Les agriculteurs ont, sous différentes formes, commencé à signaler la baisse de la rentabilité de la production agricole. » (15) Initialement, la libéralisation des prix des articles alimentaires avait conduit à une amélioration de la situation des paysans (été 1989), mais l'inflation galopante et les premières mesures y ont mis fin. La paysannerie a subi de plein fouet le choc libéral. Les réactions n'ont pas tardé.

Le nouveau président de Solidarité des agriculteurs individuels, Gabriel Janowski, explique que son syndicat est en faveur des réformes, mais ajoute immédiatement : « La lutte contre l'inflation ne peut consister uniquement en une limita-



Tiré de Polityka



11) *Tygodnik Solidarnosc* du 5 janvier 1990.

12) *Tygodnik Solidarnosc* du 12 janvier 1990.

13) La relation "deux pour un" des salaires des mineurs de fond, avec le salaire moyen dans l'industrie fait partie des accords de la table-ronde (voir *Inprecor* numéro 287 du 1er mai 1989).

14) D'après *Rzeczpospolita*, 17 janvier 1990.

15) *Rzeczpospolita*, 13 décembre 1989.



tion de la demande des moyens de production, car une telle solution conduit à une baisse du rendement. (...) L'agriculteur va être confronté à une immense augmentation des prix des engrais, des pesticides, des machines et outillages. Ces prix conduiront bon nombre d'agriculteurs à ne pas en acheter et la baisse de la production sera inévitable. » Il se montre également sceptique sur les effets de l'augmentation de la taille des exploitations agricoles sur laquelle table le gouvernement.

Selon les plans des experts gouvernementaux, la politique de restrictions de crédits liée aux effets de la diminution de la demande doit, en effet, conduire rapidement à la banqueroute bon nombre de petits paysans, et les obliger à vendre leurs terres aux paysans plus riches. Sous la pression de sa base, Janowski est allé plus loin, laissant entendre que son syndicat entreprendra des actions si, d'ici six semaines, la politique du gouvernement envers la paysannerie n'est pas modifiée. Il a aussi annoncé que son syndicat présentera un contre-plan (16). Début janvier, les paysans ont largement limité les livraisons de lait et de viande, considérant que les prix qui leurs sont payés étaient insuffisants par rapport à la hausse des prix des moyens de production (ceux des tracteurs ont augmenté de 105 % en moyenne dès le 1er janvier 1990).

Qui va arbitrer ?

Les premières réaction défensives, tant dans la classe ouvrière qu'au sein de la paysannerie, posent la question de la base sociale réelle du gouvernement de Mazowiecki. C'est ce qu'a saisi un de ses ministres, annonçant que « dans peu de temps, le gouvernement sera accusé de mener une politique anti-ouvrière, anti-paysanne et anti-intelligentsia, car son but suprême est de supprimer l'inflation » (17). Le gouvernement dispose certes d'un très confortable soutien parlementaire — la grande majorité des députés de la *nomenklatura*, qu'ils soient du POUP ou des organisations ex-satellites du POUP, vote régulièrement en sa faveur. Tant le débat sur les modifications de la Constitution que celui sur le programme d'assainissement économique ont été formels et expéditifs, car aucun des groupes parlementaires n'y était réellement opposé. Mais, alors que l'institution parlementaire est fragile du fait de son mode d'élection non-démocratique, elle ne peut servir longtemps de paravent face à une mobilisation sociale.

L'institution présidentielle ne s'est jamais imposée. Jaruzelski n'a pas gagné en

popularité et n'a pas les moyens de jouer le rôle qui est pourtant le sien. Jacek Maziarzski, dans un article où il présente Lech Walesa comme le seul capable de garantir la stabilité des structures issues de la table-ronde, note à juste titre : « Le soutien relativement stable, mais limité, dont jouit le président Jaruzelski supporte de moins en moins la comparaison avec l'autorité croissante de l'électricien de Gdansk. (...) Dans l'accord de la table-ronde a été inscrit le rôle particulier de la présidence dans la période d'approche de la démocratie en Pologne. Malheureusement, il n'y a rien de prévu pour le cas où l'autorité de fait et la présidence morale seraient localisées en dehors du palais présidentiel du Belweder. » (18)

Un des piliers des accords de la table-ronde était, en effet, la force supposée de l'appareil du POUP. Son existence imposait un rapport de forces et des limites "musclées" au mouvement de masse. Il gardait la mainmise totale sur l'armée, la police et toute l'administration de l'Etat. Mais l'implosion du POUP après sa défaite électorale et la paralysie de l'appareil, tout d'un coup privé de son unique soutien, a créé un vide.

Bronislaw Geremek, un des maîtres d'œuvre des accords du printemps dernier, en est parfaitement conscient et se propose de répéter (au niveau local cette fois) l'opération électorale si bien réussie en juin dernier, quand l'appareil de Solidarité était parvenu à capter le vote des masses. Il écrit : « Le système politique polonais qui s'est formé à la suite des élections et de la mise en place d'un gouvernement non-communiste est une solution qui correspond aux besoins de la période transitoire. Son utilité est donc déterminée en fonction de la réalisation des tâches de cette période — du démontage des valeurs et des structures de l'ancien système et de la promotion, de l'élargissement et du renforcement de la société civile. Est arrivé un moment nécessitant l'accélération des changements, une nouvelle accélération de l'histoire. (...) Le modèle polonais de la démocratisation par étapes (...) ne peut continuer à servir les intérêts de la Pologne qu'à condition d'être adapté aux exigences du moment. » (19)

Des élections locales anticipées, avec un mode de scrutin majoritaire pour empêcher l'émergence de courants oppositionnels issus de Solidarité et hostiles à la politique de l'actuelle élite gouvernementale et parlementaire, voilà l'accélération de l'histoire" dont parle Geremek. Cela a



l'avantage de pouvoir, une fois encore, dresser les masses contre les symboles dont le stalinisme s'est emparé et de détourner ainsi les énergies de l'incroyable attaque livrée aux travailleurs sous couvert de la lutte contre l'inflation. Accessoirement, cela permettra au gouvernement de disposer d'un encadrement local, base d'un futur parti clientéliste issu des comités civiques et du groupe parlementaire de Solidarité.

La faillite du POUP

« Chaque mois nous perdons onze à douze mille membres » explique le secrétaire du POUP, Leszek Miller (20). Et ceux qui le quittent ne sont pas seulement des membres de base, mais aussi des députés. Lors de l'élection des délégués au dernier congrès du POUP, seulement un peu plus d'un million de membres se sont déplacés. « Il ne faut pas tirer de ce fait des enseignements sur le nombre des membres. (...) Les votes étaient très souvent accompagnés du commentaire : "Je rend un dernier service au parti"... » (21)

Le parti cherche également à sauver la mise à ceux de ses apparatchiks qu'il ne sera plus capable d'employer. C'est le rôle de l'ancien ministre de l'Industrie, l'entrepreneur privé Mieczyslaw Wilczek. Installé dans les locaux du comité de Varsovie du POUP, il met en place des entreprises privées, tant qu'il est encore temps (22). Dans les sondages, en juin dernier, 20 % des Polonais déclarait faire confiance au POUP ; ils ne sont plus que 9 % en novembre (23).

Il ne se passe pas de jour sans que les locaux du POUP ne soient occupés ici où là et finissent par être cédés à une institution de plus grande utilité sociale. Au point que le Bureau politique du POUP, inquiet pour la tenue de son congrès de dissolution (et de reconstitution d'un parti "démocrate" ou "socialiste" ou "de travailleurs"), a publié un communiqué demandant au gouvernement « d'assurer la sécurité des délégués du 11e congrès ». Divisé en plusieurs tendances, dont certaines ont déjà annoncé leur volonté de quitter le parti si les changements en son sein ne leur convenaient pas, le POUP est en train de disparaître de



16) *Tygodnik Solidarnosc* du 12 janvier 1989.

17) *Ibid.*

18) *Tygodnik Solidarnosc* du 5 janvier 1990.

19) *Rzeczpospolita*, 17 janvier 1990.

20) Cité dans *Polityka* du 6 janvier 1990.

21) *Polityka* du 13 janvier 1989.

22) Interview de Janusz Kubasiewicz, membre du BP du POUP, in *Konfrontacje* d'octobre 1989.

23) Alors que ses deux partis ex-satellites jouissent de la confiance de 34-35 % de la population et l'Eglise de 90 %... Certains sondages ne créditent d'ailleurs le POUP que de 3 % !

la scène. Comme dans le cas hon-
grois, sa transformation en une
machine devant servir la domina-
tion de la bureaucratie dans les
conditions nouvelles sera difficile.



Les directions d'entreprises
constituent indéniablement l'aile
avancée du processus d'embour-
geoisement de la nomenklatura.

« Selon les estimations — mais personne
ne connaît les détails — plus de la moitié
des directeurs généraux, de leurs adjoints
et des chefs comptables des entreprises
étatisées possède des avoirs dans les so-
ciétés anonymes » — écrit le quotidien
gouvernemental. Le phénomène a pris
une telle ampleur que le gouvernement a
décidé de rendre public un pré-projet de
loi censé limiter de telles pratiques (24).

La nouvelle bourgeoisie

Cette nouvelle petite et moyenne
bourgeoisie d'origine bureaucratique est
cependant majoritairement hostile aux re-
formes entreprises par le gouvernement
Mazowiecki. Car il s'agit d'une couche
parasitaire et spéculative, dont les revenus
mêmes sont largement dépendants de la
pérennité du système actuel. Il en va
de même pour une bonne partie des inves-
tisseurs étrangers actuels en Pologne.

Bien que des accords de coopération
industrielle entre entreprises polonaises et
étrangères existent depuis près de trente
ans, la prise de participation du capital
étranger dans des entreprises polonaises
est un phénomène nouveau. Les premiers
pas dans ce sens furent faits dans les an-
nées 70, lorsque le régime d'Edward Gie-
rek autorisa, sous certaines conditions, la
création d'entreprises par les membres de
la diaspora polonaise. Dans les années 80,
la dictature de Jaruzelski favorisa le déve-
loppement de ce type d'investissements
étrangers et la notion de "capital polonais
de la diaspora" fut remplacée par celle de
"capital étranger". Cependant, ils restè-
rent confinés au secteur de la petite pro-
duction marchande, marginale dans la
production industrielle du pays.

Ce n'est qu'en 1986 qu'on a observé
un tournant dans l'attitude envers le capi-
tal étranger, avec l'adoption de la loi sur
les *joint-ventures* du 23 avril 1986. Elle li-
mitait à 49 % la participation étrangère
dans le capital des sociétés mixtes. En
deux ans et demi, 52 sociétés mixtes fu-
rent ainsi créées. L'ensemble du capital
de ces sociétés mixtes avoisinait 40
millions de dollars et elles ont obtenu des
prêts étrangers de l'ordre de 160 millions
de dollars. La part du capital étranger était
majoritaire dans seulement cinq d'entre
elles. Une vingtaine de ces sociétés ont
entrepris une activité industrielle, pour

l'essentiel dans le secteur alimentaire
(25). La modification de la loi, le 23 dé-
cembre 1988, a donnée l'impulsion à un
développement plus rapide de ce type de
sociétés, en levant toute limite maximale
à la participation du capital étranger (mais
instaurant un minimum de 20 %) et stipu-
lant que les nouvelles sociétés pourraient
être exonérées de l'impôt sur les béné-
fices durant une période de trois à six ans.

Bien qu'en expansion rapide, les in-
vestissements étrangers restent donc un
phénomène marginal dans l'économie po-
lonaise. Selon le ministre de la Coopéra-
tion avec l'étranger, Marcin Swiecicki,
jusqu'à la fin de l'année 1989 environ 800
entreprises à participation étrangère se-
ront créées en Pologne et leur capital total
ne dépassera pas un milliard de dollars.
Ces entreprises se sont spécialisées dans
des opérations spéculatives, tirant profit
des nombreuses failles de la législation
commerciale polonaise et vivant en sym-
biose avec des secteurs de l'appareil
d'Etat (26).

Des contradictions sont apparues
entre les buts recherchés par les capita-
listes et ceux mis en avant par l'Etat po-
lois. « La partie polonaise voudrait obte-
nir par ce biais un maximum de liquidités
permettant de soutenir les modifications
de structure de l'économie et de dévelop-
per les exportations. En revanche, les
partenaires occidentaux, et surtout les
grandes sociétés, voient l'intérêt de s'en-
gager dans des joint-ventures pour tirer
profit des marchés en déséquilibre et de
la forte demande en Pologne et dans les
autres pays du COMECON. Mais la
condition de la réalisation de ce but est la
possibilité de transférer les revenus en
devises ou bien sous forme de transac-
tions liées. » (27) La création de certaines
de ces sociétés a donné lieu à des abus, les
joint-ventures pouvant louer (plus rare-
ment acheter) les locaux et machines de
leurs partenaires polonais à des prix ne re-
présentant qu'une infime fraction de leur
valeur. La réaction de l'opinion publique
à de tels phénomènes a conduit le gouver-
nement à retarder la signature des accords
concernant la reprise de grandes entre-
prises polonaise par des sociétés mixtes
— c'est en particulier le cas du Chantier
naval de Gdansk (28) et de la grande en-
treprise de construction mécanique ZA-
MECH d'Elblag.

Par ailleurs, un certain nombre de ré-
glementations concernant l'accroisse-
ment du capital des *joint-ventures*, l'en-
trée de nouveaux partenaires dans leur
capital et plus généralement les limites
imposées à la circulation du capital ainsi
investi ont constitué un frein au dévelop-
pement des investissements étrangers.
Ceux-ci ont été également limités par le

fait que les sociétés d'assurance considè-
rent que les investissements en Pologne
sont à haut risque, imposant des primes en
conséquence, et que les accords interna-
tionaux sur la protection des investisse-
ments étrangers en Pologne restent peu
nombreux. L'état de l'économie polo-
naise, en particulier le sous-développe-
ment de l'infrastructure, constitue en soi
un frein aux investissements étrangers.

Les réserves de Glemp

Le programme d'assainissement du
gouvernement Mazowiecki et du FMI n'a
obtenu l'adhésion franche et massive
d'aucun secteur significatif en Pologne.
Pas même celui de l'Eglise. Son porte-
parole le plus autorisé, le cardinal Glemp,
vient d'émettre des réserves sur le choix
du "tout marché". Dans une interview au
quotidien suédois *Expressen*, rapportée
par la presse polonaise, il a déclaré : « Je
me demande si ce marché libre est le
meilleur [moyen] pour aboutir à nos fins.
Notamment en ce qui concerne le marché
alimentaire, avec la hausse rapide des
prix. » (29) Au sein de Solidarité, c'est
pour le moment l'expectative. Mais les
pressions de la base ne manqueront pas de
provoquer de nouvelles différenciations,
y compris au sein de l'appareil central du
syndicat et dans son groupe parlementaire.
La seule force de Mazowiecki, c'est
la faiblesse de ses adversaires potentiels.
Comme l'a titré *Tygodnik Solidarnosc* :
*Le programme de Balcerowicz n'a
qu'une seule qualité : il n'a aucune alter-
native sensée en face* (30).

Seul Jeffrey Sachs, économiste néoli-
béral américain, jubile : « Les ouvriers
gagnent chez vous 30-50 dollars par
mois, mais leur qualification vaut vingt
fois plus. Si vous parvenez à stabiliser
l'économie, la Pologne sera très attrac-
tive pour les investisseurs étran-
gers. » Sachs est le principal ins-
pirateur du programme monéta-
riste en Pologne. Jusque récem-
ment, il était encore conseiller des
présidents argentin et bolivien
auxquels il avait prêché la même
bonne parole... ★



24 janvier 1990

24) *Rzeczpospolita* du 19 décembre 1989.

25) *Rzeczpospolita* du 18 décembre 1989.

26) *Polityka-Eksport-Import*, (supplément spécia-
lisé de l'hebdomadaire *Polityka*) du 6 janvier 1990.

27) L'abandon par la firme Johnson & Johnson
de son projet de racheter le chantier naval té-
moigne par ailleurs des hésitations de la bourgeoi-
sie à s'engager en Pologne.

28) *Gazeta Bankowa* du 20 novembre 1989.

29) *Tygodnik Solidarnosc* du 22 décembre 1989.

30) *Polityka-Eksport-Import* de janvier 1990. Bal-
cerowicz est le Vice-premier ministre qui a conçu le
plan d'austérité.

Un mélange d'espoir et d'appréhension

Un mois après la chute de Ceausescu, la situation reste toujours assez confuse en Roumanie. Le Front de salut national qui a pris le pouvoir étale ses faiblesses et ses contradictions, et reste soumis à la pression de la rue, de plus en plus excédée par les survivances de l'ancien régime.

Des élections "libres" ont été annoncées pour le 20 mai prochain tandis que, partout dans le pays, un processus d'auto-organisation et de regroupement politique commence lentement à se mettre en marche.

Notre envoyé spécial Gerry Folley était en Roumanie début janvier, il nous fait le récit de son voyage.

Gerry FOLLEY



QUAND nous sommes arrivés à Bucarest, un journaliste hongrois rencontré dans le train m'a dit, avec soulagement, que le rythme de vie semblait normal. Mais cela s'est vite avéré une impression superficielle.

Les rues étaient jonchées de verre cassé. On voyait les impacts de balles sur les façades. Le long des trottoirs, sur les places centrales, étaient installés des mémoriaux aux martyrs de la révolution — rangées de bougies en face d'atells de fortune, parfois couverts de miches de pain et de fruits. Autour d'eux, étaient toujours regroupées des foules composées principalement de jeunes gens, essentiellement des lycéens. Les journaux étaient remplis d'hommage à l'"héroïque" jeunesse.

Les slogans sur les murs semblaient dater des semaines précédentes — « *La dictature est tombée* », « *Le cordonnier [Ceausescu] est tombé* », « *Cordonnier, nous transformerons ta peau en chaus-sures* ». Certains disaient aussi « *A bas le communisme* ». Les nombreuses affiches semblaient avoir essentiellement été posées par le nouveau gouvernement. Les messages tournaient toujours autour du thème « *Le peuple a gagné, et maintenant, le Front de salut national s'occupe de tout et tous doivent se rallier derrière lui.* » Dans la station de métro Piata Universitarii, dans le centre-ville, étaient affichés des communiqués dactylographiés

provenant apparemment de groupes privés, dont plupart appelaient à la démocratie et au "dialogue". Beaucoup les liaient. Ici et là, on voyait des queues devant les magasins, apparemment pour la viande, le poisson et les cigarettes. En général, il ne paraissait pas y avoir de queues en face des grands supermarchés qui vendent des produits en boîte, ni en face des boulangeries.

Soif de lecture

C'est pour les journaux et les livres que les queues semblaient les plus longues. Les journalistes auxquels j'ai parlé estimaient que la demande de journaux dépassait de quatre fois l'offre. Ils pensaient, qu'à cause du manque de papier, il serait impossible d'augmenter à ce point les tirages de la presse.

Quelques livres critiques, imprimés à l'origine en très peu d'exemplaires avaient été réédités, dont celui de Marin Preda, *Le plus aimé des mortels*, roman sur les premiers temps du régime stalinien. C'est devant une librairie, à côté de la place de l'Université, que j'ai vu la plus longue file d'attente. Mais, en fait, on ne trouvait que peu de livres dans les librairies. Ceausescu se méfiait de tous les livres, même russes. Les dictionnaires de langues étrangères étaient littéralement introuvables. Les contacts avec les étrangers avaient été interdits. Mais beaucoup de Roumains parlent français — le pays a été sous influence française depuis son indépendance, tout particulièrement durant l'entre-deux guerres (1). De plus, le fait que les Roumains soient un peuple latin constitue l'un des éléments du nationa-



lisme, ce qui confère une importance particulière à langue de la plus grande "puissance" latine.

Un jour, j'ai aperçu une foule très importante entourant un camion empli de journaux *Libération* en provenance de Paris. La foule s'est jetée sur eux comme des affamés sur de la nourriture.

La plupart des journaux de Bucarest étaient fabriqués dans un bâtiment de style stalino-gothique au nord de la ville, appelé la Casa Scintei, du nom de *Scintei*, l'organe du Parti communiste. Cela s'appelle maintenant la "Place de la liberté de la presse". Le bâtiment était cerné par des militaires et des gardes armés appartenant aux bureaux. Je me suis d'abord rendu dans les locaux de l'agence de presse officielle. Le personnel n'a pas changé. Une fonctionnaire m'a dit qu'elle avait été choquée par la dénonciation du Parti communiste prononcée par Brucan, lui-même ancien dirigeant du PC : « *Il était privilégié, moi non.* » Elle était amère à propos des coupes que le régime Ceausescu avait opéré dans le budget de l'agence. Tous les abonnements et les services de presse avec l'étranger avaient été supprimés. Elle avait remarqué que leur budget équivalait à l'argent en liquide que la fille du dictateur, Zoia, portait sur elle lors de son arrestation.

« J'ai participé à la révolution »

Je me suis rendu dans les locaux d'*Adevarul*, l'ancien organe rebaptisé du PC. J'y ai rencontré un journaliste qui faisait partie de l'équipe depuis deux jours et venait d'écrire son premier article. Il m'a dit : « *J'ai participé à la révolution. Aussitôt que cela s'est terminé, je suis venu dans ce journal et leur ai demandé s'ils*

1) Durant la Première Guerre mondiale, la Roumanie se rangea tardivement aux côtés des membres de l'Entente (France, Grande-Bretagne, Russie) et fut occupée par l'Allemagne. Elle profita de clauses territoriales favorables lors du *Traité de Versailles* et établit d'étroites relations commerciales, militaires et culturelles avec la France. En 1921, encouragée par cette dernière, la Roumanie signa un accord de défense mutuelle avec la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie pour prévenir toute tentative de restauration monarchique en Hongrie.

Vive Ceasescu !

Le "Génie des Carpathes" n'avait pas que des détracteurs : des militants proche du courant Dev-Sol (Gauche révolutionnaire), en Turquie, ont même manifesté à Istanbul en soutien à Ceasescu, qui aurait été renversé par une "contre-révolution impérialiste". D'autres stalinien, non moins acharnés, ont déclaré que les Ceasescu s'étaient comportés « en communistes authentiques », prouvant « leur attachement au socialisme et au rôle dirigeant du Parti, leur courage, leur détermination et leur croyance » (!) lors de leur parodie de procès. L'hebdomadaire 2000'e Dogru, édité par les anciens maoïstes pro-chinois du Parti ouvrier et paysan de Turquie (TIKP, dissout par les militaires et qui s'est refondé sous le nom de Parti socialiste) a même publié un reportage hallucinant sur « le coup d'Etat militaire en collaboration avec la "jeunesse style Maradona" ». Par exemple, saviez-vous que la Securitate du sinistre dictateur n'était en fait que des « milices populaires qui ont résisté au coup d'Etat et qui poursuivent la résistance dans les montagnes et les maquis » ?

Mais les stalinien turcs ne sont pas les seuls à pleurer Ceasescu : le Parti du travail de Belgique (PTB) s'est également lancé dans une défense acharnée du "Danube de la pensée" et du PC roumain, « authentique parti marxiste-léniniste qui défendait de nombreuses positions théoriques correctes ». Dans son hebdomadaire *Solidaire*, le PTB regrette « le retour au pouvoir d'une droite et d'une extrême droite ivres de vengeance, le rétablissement par petits pas tactiques de la dictature féroce des multinationales européennes et américaines » !

Cette logique délirante s'était déjà manifestée en défense de la direction chinoise, après le massacre de Tiananmen. Stalinisme, quand tu nous tiens... ★

voulaient quelqu'un dans l'équipe qui vienne de la révolution ». Il a été chargé des affaires sociales. Cependant, dans l'ensemble, l'équipe de rédaction est restée pratiquement inchangée.

Il pensait que des Comités de salut national existaient à tous les niveaux de la société, mais n'en savait pas plus. Il est rapidement devenu manifeste que la situation était relativement inégale. A *Adevarul*, existait un Comité de salut national qui a joué un rôle dirigeant. On expliquait qu'un tel comité y était nécessaire parce que le personnel avait très peu changé et que l'ancien organe du Parti restait suspect.

Le cas de *Romania Libera*, autre quotidien de Bucarest, est différent. La direction de l'équipe de rédaction était assurée par trois dissidents connus qui avaient tenté d'éditer un journal clandestin mais s'étaient faits prendre par la *Securitate* durant l'impression du premier numéro. Comme ils sont crédibles, on a trouvé qu'il n'était pas nécessaire d'y former un Comité de salut national.

Dans l'autre quotidien publié dans la Casa Scinte, *Tineretul Liber*, ancien journal des Jeunesses communistes, de nouveaux rédacteurs venaient d'être élus. On y disait que, depuis ces élections, un Comité de salut national était devenu superflu.

Les subsides gouvernementaux ont disparus. Tous les journaux proclament leur indépendance. Mais aucun nouveau système de financement n'a été conçu. Pour l'instant, le revenu provenant des ventes est inhabituellement haut, mais il est très clair que la presse ne peut fonctionner ainsi. Les travailleurs des imprimeries se sont déjà organisés et ont gagné leur dimanche libre.

La grôgne des étudiants

"Le premier rassemblement légal d'étudiants en 45 ans", comme l'ont clamé les étudiants et la presse, s'est déroulé le 7 janvier, à l'Institut polytechnique. Son compte-rendu dans *Adevarul* du 9 janvier a montré que la population avait raison de ne pas faire confiance au vieux journal du Parti. L'article ne rapportait aucun des conflits qui ont marqué la réunion entre le gouvernement et la nouvelle association d'étudiants, sauf l'appel des étudiants à refuser les décisions prises par le ministre de l'Education sans les consulter au sujet du maintien des examens du trimestre d'hiver.

En fait, les étudiants ont voulu organiser une manifestation, mais ont constaté que le gouvernement y était absolument opposé, leur déclarant qu'il n'y avait aucune raison de manifester, puisqu'il ac-

cepterait toutes leurs revendications. Au même moment, a été promulgué un décret stipulant que toute manifestation devrait être annoncée 48 heures à l'avance.

Adevarul n'a pas non plus rapporté les soupçons exprimés dans la réunion vis-à-vis des survivants de l'ancien régime, ni même les références à la corruption du système éducatif.

Trois ou quatre mille étudiants ont assisté à la réunion, malgré les vacances. Les slogans contre la corruption prédominaient — « Mérite et compétence », « Pas de pots-de-vin aux professeurs ». Il y avait aussi une affiche contre la "politique". Une certaine hostilité envers les "anciens membres du Parti communiste" se faisait jour.

"Apolitisme"

Les organisateurs de la rencontre ont dit et répété à la ronde que la nouvelle association des étudiants serait "apolitique". Leurs explications selon lesquelles les étudiants seraient trop jeunes et inexpérimentés pour prendre des positions politiques ne semblaient pas être vraiment bien reçues. Mais un rejet de la "politique" — plutôt une volonté de remplacer les critères politiques par des critères scolaires et de supprimer la domination et la corruption politique — était bien plus évident. Les revendications des étudiants portaient également sur l'autonomie de l'université et l'inviolabilité de l'espace universitaire.

D'autre part, la nature "apolitique" des associations était invoquée chaque fois que la question de possibles divergences avec le Front de salut national réapparait. Lors de la conférence de presse suivant la réunion, un exilé roumain correspondant du *New York Post* a longuement insisté sur le fait que les élections auraient lieu dans deux mois et que les étudiants ne pourraient rester passifs. La représentativité des porte-parole des étudiants a été également remise en question.

Durant la réunion, des étudiants m'ont dit qu'ils savaient que des professeurs étaient investis dans le comité d'organisation initial, et qu'ils y étaient opposés [les équipes enseignantes étaient généralement corrompues et très discréditées]. Cette méfiance envers les premiers groupes qui sont apparus et la proposition de nouvelles organisations sont des thèmes qui revenaient constamment.

Le journaliste d'*Adevarul* a déclaré, par exemple, qu'il avait eu l'impression que, tandis qu'il luttait pendant la révolution, de petits groupes d'anciens opportunistes, « de gens ayant une expérience politique », se rencontraient et décidaient

comment faire pour se retrouver de nouveau aux premières loges.

L'un des étudiants m'a dit qu'il savait que le monde était en train de les regarder avec espoir et qu'il avait peur que les étrangers soient déçus par leur timidité. Une délégation de l'Union nationale des étudiants français (UNEF) a fait un discours ainsi qu'une autre du Syndicat indépendant des étudiants polonais. Ces derniers ont déployé une banderole « *Nous sommes avec vous* ».

La lutte du rail

J'ai été rejoint par un camarade de Socialist Action, un groupe américain de la IVe internationale, rédacteur d'un journal d'opposition des syndicats de cheminots. En compagnie du journaliste d'*Adevarul*, lui-même ancien cheminot, nous avons tenté, en vain, de parler aux cheminots. Les chemins de fer, baptisés "la deuxième armée du pays", restent sous contrôle militaire strict.

Nous avons pu parler avec Ionel Chiru, rédacteur de la revue des cheminots, *Lupta CFR* (La lutte du rail). Le journaliste d'*Adevarul* nous a dit que c'était l'un des rares journaux du pays à ne pas avoir changé de nom car, même sous l'ancien régime, il avait réussi à garder assez bonne réputation.

Chiru nous a dépeint la terrible oppression des travailleurs : forcés d'effectuer des heures supplémentaires non payées, appelées "heures volontaires", ils finissaient souvent par travailler douze heures par jour pour uniquement 70 % de la paye qu'ils auraient dû toucher pour une journée de huit heures, car l'administration déclarait qu'ils n'avaient pas rempli les normes et en prélevait 30 %. *Lupta CFR* du 4 janvier a publié le programme d'un nouveau syndicat libre des travailleurs des transports et des communications.

Nous avons davantage examiné le processus d'organisation de la classe ouvrière à l'usine Electronique périphérique (centre de recherche et de production d'ordinateurs) dans une banlieue industrielle de Bucarest, Pipera. Non sans peine. Nous avons demandé à parler aux organisateurs des syndicats libres... ce sont le directeur de l'usine et le coordinateur du Comité de salut national qui sont venus nous rencontrer. Il y eu quelques réticences dans la discussion, mais aussi de la franchise à de nombreux égards. Tous deux ont mis l'accent sur l'existence d'une très bonne coopération entre la direction et les représentants des travailleurs.

La direction de l'entreprise était réputée libérale. Cela nous a été confirmé par



des gens à l'extérieur de l'usine. Le coordinateur a expliqué que les travailleurs y étaient assurés de recevoir la totalité de leur salaire. Le directeur a dit que les "heures volontaires" n'avaient pas été imposées. Les travailleurs étaient oisifs durant une partie du mois à cause des problèmes de fournitures ; ensuite, ils devaient faire des heures supplémentaires pour rattraper le temps perdu mais, en fin de compte, ils travaillaient moins que la norme.

"La politique aux commandes"

L'entreprise était inhabituelle par plusieurs aspects. C'était une industrie nouvelle, menacée par un régime qui a mis "la politique aux commandes" dans le style de la révolution culturelle chinoise, et méprisait la technologie. Le directeur nous a dit que, pendant un moment, même le mot "ordinateur" était banni des publications officielles. Ainsi, la direction et les travailleurs étaient unis par une cause commune.

Trente délégués, essentiellement ouvriers, constituaient le Comité de salut national, un pour chaque département de l'usine. Le coordinateur a déclaré que des comités pour l'organisation de syndicats libres n'existaient que dans dix départements.

La défense de l'entreprise a été organisée par un comité de onze personnes — dont le directeur et le coordinateur — formé durant la révolution. Les gardiens de l'usine étaient indépendants à l'intérieur des bâtiments, mais subordonnés au commandement de l'armée à l'extérieur. Tous deux nous ont confirmé que le même dispositif existait dans toutes les entreprises de Pipera. Le directeur espérait que les unités de garde seraient dissoutes rapide-

ment. Le coordinateur était d'accord, mais avec une réserve apparente ; il mit l'accent sur le fait que, même si elles étaient dissoutes, elles devraient être prêtes à entrer de nouveau en action si nécessaire.

"Gagner de l'argent"

Le directeur et le coordinateur divergeaient ouvertement sur deux questions : le futur du Comité de salut national de l'entreprise et la privatisation. Le comité était sensé être une structure provisoire, formée pour assurer l'intérim avant les élections d'avril. Je leur ai demandé pourquoi ils liaient le futur du comité, qu'ils disaient "apolitique", aux élections. Ils n'ont pas su quoi répondre, bien que le directeur ait dit qu'il s'agissait d'une bonne question. Lui pensait que le comité allait éclater en différents partis politiques. En revanche, le coordinateur était radicalement opposé à l'existence de partis politiques dans l'usine, déclarant qu'ils introduisaient des critères non-professionnels et qu'ils pourraient diviser et empêcher une collaboration effective. Selon lui, ce dont ils avaient besoin dans l'immédiat, c'était « *gagner de l'argent* ». Comme exemple du danger représenté par les partis, il a déclaré que quelques uns des nouveaux partis appelaient à une restauration de la monarchie.

Le coordinateur était aussi contre la privatisation, et pensait que l'usine pourrait fonctionner sur une base collective : « *Nous pensons que nous sommes les propriétaires* ».

Le directeur déclara qu'il n'était pas si optimiste sur les possibilités de gérer l'usine collectivement. Il pensait que la privatisation pourrait être une bonne chose, mais que cela devait être réalisé "prudemment". Tous deux espéraient voir



Autels à la mémoire des martyrs de la révolution (DR)

arriver des investisseurs étrangers, mais le coordinateur insista sur le fait qu'ils ne devaient tout contrôler. Il pensait que le comité devait mener à l'organisation d'un syndicat libre.

Mon compagnon souligna que les travailleurs ne devaient pas abandonner la politique aux mains d'autres personnes, sinon ils seraient à nouveau dominés. Le coordinateur répondit que l'arme contre cela était le droit de grève, qui ne représentait pas une arme contre la direction mais contre l'armée et la police, qui pourraient devenir des dangers.

La mémoire de la révolte de Brasov

Le journaliste d'*Adevarul* nous dit qu'en réalité de nombreux conflits éclataient dans les entreprises. Nous en avons d'ailleurs rencontré un très important à Tractorul, la plus grande usine de tracteurs de Brasov, deuxième ville du pays et plus grand centre industriel. C'est là que, pour la première fois, nous avons entendu parler d'un directeur d'entreprise expulsé par les travailleurs.

A Brasov, il y a un immense complexe industriel à la limite de la ville, dominé par Tractorul et l'usine de camions Drapeau rouge, chacune ayant 20 000 ouvriers. Environ 100 000 ouvriers et leurs familles sont concentrés dans ce secteur. C'est là que s'est déroulée une révolte massive contre le régime Ceausescu en 1987, brutalement écrasée (2). Nous sommes arrivés au moment où des vétérans de cette émeute donnaient une interview. L'un d'entre eux, un jeune homme d'une vingtaine d'années, a dit qu'il venait de retrouver son ancien travail. Après l'émeute, il avait été exilé dans une ville lointaine. Lui et d'autres commençaient à

organiser un syndicat, ce qui, selon lui, allait résoudre les problèmes de l'usine.

La fabrique de camion était sous le contrôle de la garde nationale, une milice comprenant virtuellement toute la population masculine, dirigée par des officiers de réserve. Une bataille contre la *Securitate* s'est déroulée dans la fabrique de tracteurs qui, elle, était sous le contrôle direct de l'armée régulière.

Dans l'usine de camions, nous avons rencontré un jeune ingénieur travaillant dans le bureau central d'un complexe de 38 usines. Avant la chute

de la dictature, il dirigeait un groupe de jeunes dissidents qui n'avait pas pu être très actif. Il nous a dit que dans ce bureau de coordination, les onze directeurs s'étaient constitués eux-mêmes en Comité de salut national durant la révolution.

Le personnel a exigé la constitution d'un comité de 21 personnes, sachant qu'avec un tel nombre il devrait inclure des travailleurs. Les directeurs ont été forcés de l'accepter, mais ont alors proposé des hommes de paille qui les ont désignés. L'élection s'est tenue lors d'une assemblée générale, où il y a eu une autre vague de protestations. Une nouvelle élection devait avoir lieu le jour suivant [11 janvier], à bulletins secrets, avec tous les noms des membres du personnel. Les travailleurs s'étaient déjà réunis et avaient décidé qu'ils ne voteraient pas pour les directeurs.

Dans la soirée, j'ai eu une discussion avec des membres du groupe dissident. Ils voulaient savoir comment mettre en place un journal. Ils expliquaient que le journal local, *Gazeta Transylvaniei*, n'avait absolument pas changé et avait refusé d'accepter leurs articles sur les problèmes locaux. En fait, même techniquement, ce journal est très médiocre pour une ville d'une telle importance.

Rejet total de la gauche

Les ouvriers rejetaient explicitement "communisme", "socialisme" et "extrême gauche" et déclaraient vouloir uniquement la "démocratie": « *Nous devons apprendre sur la démocratie, nous n'avons pas d'expérience de la démocratie* ». Mais, en fait, ils rassemblaient beaucoup aux jeunes de l'extrême gauche à l'Ouest — mêmes origines, mêmes attitudes et aspirations.

Le journaliste d'*Adevarul* a discuté avec eux jusqu'au petit matin. En fait, vu la faiblesse du gouvernement, les gens se plaignent aux journaux, exigeant qu'ils deviennent les tribunes du peuple.

Le jour suivant, nous avons eu une longue discussion avec les ouvriers de la forge de l'usine de tracteurs qui avaient renvoyé leur directeur. Des affrontements physiques ont eu lieu, après que le directeur a acheté la loyauté de certains ouvriers, en leur offrant à boire et d'autres prébendes. Malgré cette lutte radicale, les ouvriers n'exprimaient aucune aspiration consciente à diriger l'usine eux-mêmes ou à élire les directeurs. Ils exprimaient uniquement le désir d'avoir des syndicats qui pourraient défendre leurs intérêts immédiats (voir p. 13). Mais, dans ce domaine, il étaient plus avancés que de nombreux employés de bureau qui refusent d'entrer dans les nouveaux syndicats car ils sont politiques. En fait, ces gens ont peur de prendre publiquement position en les rejoignant.

Incertitude, hésitation et auto-limitation

Partout, durant la deuxième semaine de janvier, les premiers pas vers l'organisation se sont effectués. Généralement, les gens investis exprimaient incertitude, hésitation et auto-limitation. Mais le processus était massif, et prenait place dans le vide organisationnel et politique laissé par la chute du régime despotique et par le discrédit total de toutes ses organisations et personnalités. Le langage est généralement anti-communiste, avec un rejet explicite de tout ce qui rappelle les thèmes communistes, ou même socialistes.

Cependant, il y a eu peu ou pas du tout de discussions concrètes sur la privatisation. Deux raisons étaient fréquemment données pour ce manque d'intérêt, au moins dans l'immédiat : les réformes en URSS ont créé le chaos ; les seuls qui aient de l'argent pour commencer à investir dans le privé font partie de la mafia de l'ancien régime. Le nombre de gens investis dans le commerce privé est dérisoire. Les paysans (encore 20 % de la population) sont pour la plupart âgés. L'Eglise orthodoxe roumaine, très soumise [le patriarche vient d'ailleurs de démissionner, ndlr], n'est une force ni politique ni sociale.

Le contrôle réel du pays est entre les mains de l'armée. Le nouveau ministre de l'Economie est un général. L'activité politique reste strictement interdite dans les forces armées. Mais l'armée roumaine est

2) Voir *Inprecor* numéro 300 du 12 au 25 janvier 1990.

relativement petite, et a été très secouée par la révolution. Les soldats sont passés par l'expérience de la fraternisation avec les masses.

Pas d'espoirs du côté de St Augustin

Beaucoup de gens semblent prendre l'Occident comme modèle — « *Les pays où existe la démocratie.* » Un article dans *Adevarul* a même recommandé l'adoption des conceptions de St Augustin (3). Mais il existe une soif généralisée de discussions avec les étrangers et d'informations sur les pays étrangers. Tous les gens auxquels nous avons parlé désiraient écouter une description des aspects négatifs des pays capitalistes développés. En 1981, en Pologne, cela n'était pas toujours le cas : certaines personnes étaient tellement persuadées que les conditions étaient infiniment meilleures à l'Ouest que cela ne servait à rien de leur parler des problèmes des "gens riches".

La presse roumaine met énormément d'espoirs dans la direction soviétique, en particulier pour une aide, et ne dit rien sur les conflits en URSS. Le président du Conseil du Front de salut national, Ion Iliescu, est supposé proche de Gorbatchev. Mais beaucoup de gens soulèvent la question de la Moldavie (4), et sont convaincus que les Moldaves veulent maintenant une réunification avec la Roumanie. Cela ne va évidemment pas faciliter les bonnes relations avec l'URSS.

Malgré les hésitations des Roumains surpris par la chute soudaine du régime totalitaire, il semble presque certain que le processus d'auto-organisation va s'amplifier, que la conscience politique va augmenter, et que des problèmes vont surgir, auxquels ni la "démocratie occidentale", ni encore moins St Augustin ne pourront apporter de réponses... ★

19 janvier 1990

3) Dans une réflexion sur l'Etat, *La cité de Dieu*, St Augustin (354-430), évêque et père de l'Eglise, défend l'obéissance critique vis-à-vis des Etats en place.

4) Région historique et géographique de la Roumanie, située à l'extrémité nord-est du pays et limitée par l'Ukraine. Durant tout le XVIII^e siècle, elle a appartenu alternativement à la Russie ou à la Roumanie, ou a été partagée entre ces deux pays. Depuis 1940, il existe une République socialiste soviétique de Moldavie constituée par l'ancienne République autonome de Moldavie (créée en 1924) qui faisait partie de l'Ukraine et par une grande partie de la Bessarabie enlevée à la Roumanie par l'URSS. La Roumanie renonça définitivement à la Moldavie soviétique lors du Traité de Paris en 1947. Une partie de la plaine moldave continue cependant à appartenir à la Roumanie.

Aujourd'hui, un Front populaire moldave existe en Moldavie soviétique ; après la révolution roumaine il a manifesté pour exiger le rattachement à la Roumanie.

Projet de programme des ouvriers de la forge de l'usine de tracteurs de Brasov

1- Dépolitisation du travail dans l'entreprise.

2- Liberté d'expression orale et écrite, sans aucune limite ni intimidation.

3- Création d'un syndicat libre des travailleurs de la forge, qui défendrait leurs droits par l'intermédiaire de ses dirigeants librement élus.

4- Droit de grèves organisées, en accord avec les lois en vigueur, correspondant aux besoins urgents du collectif des travailleurs de notre section ; droit de négociation des travailleurs, par l'intermédiaire de leurs représentants, avec la direction au sujet des problèmes majeurs comme le travail, les conditions de travail, les salaires et les conditions sociales pour tous les travailleurs.

5- Droit à la solidarité avec les autres comités dans l'entreprise et à l'extérieur, en ce qui concerne leurs droits.

6- Améliorations des conditions de travail et d'existence, afin d'assurer une vie digne et civilisée.

7- Respect de la journée de travail de huit heures. Des heures supplémentaires peuvent être effectuées à la demande de l'entreprise, en accord avec les syndicats et pour un salaire correspondant au Code du travail.

8- Respect du repos dominical.

9- Respect des principales fêtes religieuses (Pâques, Noël) qui doivent être fériées.

10- Réduction de la semaine de travail à cinq jours.

11- Garantie d'une assistance médicale et sociale gratuite pour les travailleurs de la forge, au travail et dans la vie sociale.

12- Pour l'accomplissement du plan de production transmis par le service de production, nous exigeons que l'on fournisse : du matériel de base et un soutien énergétique correspondant aux normes technologiques fondamentales ; des compétences techniques ; les réparations et les pièces de rechange conformes aux manuels fournis par les producteurs des machines et des installations ; une force de travail pour la maintenance et la supervision au niveau technique, ainsi que du personnel productif en quantité suffisante.

13- Stabilisation d'une force de travail qualifiée dans les secteurs critiques, grâce aux mesures suivantes : octroi du taux maximum de

retraite pour tous les employés, valable rétroactivement ; octroi d'aliments pour tout le personnel, afin de contrecarrer les effets toxiques ; primes pour exposition aux matériels toxiques ; soins médicaux gratuits pour certains problèmes spécifiques ; système de production d'acier conforme aux normes de salaire, de protection et de travail du personnel.

14- Abrogation des règles qui imposent des contributions financières à ceux qui n'ont pas d'enfants.

15- Pas de limitation au salaire que les ouvriers et le personnel technique peuvent gagner selon la quantité et la qualité du travail fourni.

16- Désignation d'un chef à la tête de l'équipe de réparation à l'atelier des machines.

17- Préparation d'une révision générale de la forge.

18- Généralisation des contrats individuels pour le personnel directement engagé dans la production.

19- Définition exacte des rôles du personnel technique et productif (révision de l'organigramme).

20- Priorité à la solution des problèmes de logement du personnel.

21- Obligation pour tous les travailleurs de respecter les normes techniques concernant la qualité de la production, sous peine de sanctions administratives conformes aux lois en vigueur.

22- Incitations matérielles pour les inventions et les innovations qui améliorent l'efficacité.

23- Formation de sections spéciales dans une usine autonome séparée pour la forge et le coulage.

En tant que syndicat indépendant, nous appelons tous les travailleurs à respecter la discipline de travail et les experts techniques (ingénieurs, techniciens, contremaîtres et la direction du processus de production) dont nous avons besoin.

Toutes les décisions des experts techniques doivent étre prises dans le cadre d'une rationalisation et d'analyses collectives.

Nous appelons tous les travailleurs à ne pas s'engager dans des actes de hooliganisme et de vengeance personnelle, et à respecter d'une manière civilisée et cohérente les lois en vigueur du pays, ainsi que les règles du collectif de travail. ★

Janvier 1990
Comité de salut public
de la Section 32 (forge), Tractorul, Brasov



Le résultat de l'élection présidentielle brésilienne s'éclaire par la répartition géographique du vote. Dans le Sud-Est, pôle économique clef du pays qui concentre 45,7 % des électeurs, l'avantage de

Collor fut à peine de 0,8 %. Celui-ci augmente sa différence dans les régions moins développées : dans le Nord (28 %), le Centre-Ouest (20 %) et le Nord-Est (7,8 %). Dans le Sud, Lula est vainqueur avec une différence de 0,9 %.

Lula a obtenu la majorité des voix dans les villes qui ont plus de 100 000 électeurs. D'une façon générale, il a gagné avec plus du double des voix sur son adversaire dans six des sept capitales des Etats les plus importants. Il a non seulement obtenu la majorité à Brasilia, capitale du pays, mais également gagné dans trois Etats importants : Rio de Janeiro, Rio Grande del Sur et Pernambuco. Paradoxalement l'exception s'est produite à Sao Paulo, l'Etat le plus riche et le plus peuplé, où est né le Parti des travailleurs et où il est le mieux organisé. Là-bas, Collor a gagné avec 56 % des voix. Et, dans la ville de Sao Paulo, gouvernée par le PT, Collor a terminé en tête avec une différence de 12 points (1).

Le second tour a eu lieu dans un climat de bataille incessante. De fait, les élections se sont décidées sur le fil. A quatre jours du scrutin, tous les sondages indiquaient un match nul entre Lula et Collor. Mais avec l'aide de la télévision, l'équipe autour de Collor monta une véritable campagne de manipulation et de calomnies contre Lula et le PT, qui finit par faire tourner à l'avantage de leur candidat les résultats des élections.

La campagne du PT

Pour la partie de la population la plus informée, il est clair que la victoire de Collor a été obtenue sur base de manipulation et de mensonges et avec des procédés immoraux et peu éthiques, ce qui contribue à miner encore plus la légitimité du vainqueur.

D'un autre côté, la campagne de Lula a créé au second tour un réveil d'énergie et d'espoir comparable au climat de la grande campagne des élections directes de 1984. Dans diverses capitales d'Etats, des manifestations ont rassemblé plus de 100 000 personnes. A l'inverse, les manifestations de Collor, réalisées en général dans les villes de l'intérieur, apparurent incomparablement moins importantes.

Jamais auparavant la gauche socialiste n'avait joui au Brésil d'un *leadership* politique et social aussi important qu'en

cette fin de campagne. En s'appuyant sur la polarisation caractéristique du second tour, le PT rassembla, sans dénaturer l'essentiel de son programme politique, tous les courants qui se réclament du socialisme : des sociaux-démocrates, des populistes, et même des libéraux.

Le FBP comprenait finalement le PT, le Parti communiste du Brésil (PC de B, pro-albanais) et le Parti socialiste du Brésil (PSB, petit parti au profil social-démocrate de gauche). Au second tour, le Parti communiste brésilien (PCB, gorbatchévien qui lança sa propre candidature au premier tour et obtint 1 % des voix) et le petit Parti vert apportèrent immédiatement leur soutien à Lula. Après quelques hésitations, le Parti des travailleurs brésiliens (PTB) de Leonel Brizola s'engagea dans la campagne. Il y eut ainsi un transfert massif des votes de Brizola vers Lula dans les états de Rio de Janeiro et de Rio Grande del Sur. Le Parti social-démocrate brésilien (PSDB) de Mario Covas, avec moins d'enthousiasme et un plus grand retard, apporta aussi son soutien au FBP, de même que la direction exécutive nationale du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) et certains dirigeants influents, comme le vieux populiste et gouverneur de l'état de Pernambuco, Miguel Arraes.

Ces appuis du second tour convergèrent dans le front électoral "Mouvement pour Lula président", front qui n'impliquait pas l'élaboration d'un programme commun ni la participation automatique au gouvernement, en cas de victoire.

L'intelligentsia du pays s'associa aussi au Mouvement, et les travailleurs de la culture et les artistes firent de même. La candidature de Lula obtint également un grand appui de la base du clergé (non seulement de l'église catholique, mais aussi des luthériens, évangélistes, presbytériens, etc.) et un soutien significatif de la hiérarchie ecclésiastique.

Ce *leadership* politique s'est manifesté dans le mouvement ouvrier et populaire par une dynamique de front unique jamais atteinte jusqu'à lors.

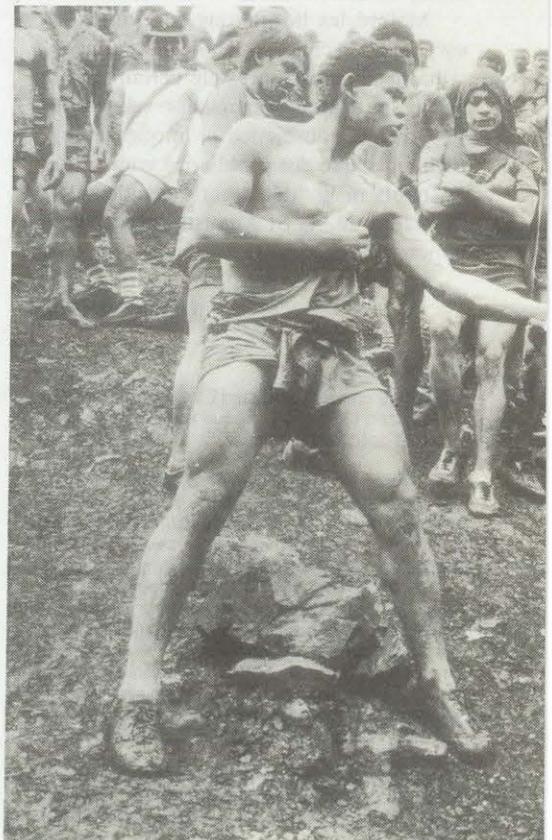
En plus de l'appui de tous les courants membres de la Centrale unique des travailleurs (CUT) et du Courant syndical classiste (CSC, le bras syndical du PC de B), la candidature de Lula a obtenu le soutien de divers syndicalistes et dirigeants qui avaient participé à la fondation de la Confédération générale des travailleurs (CGT), aujourd'hui divisée et très affaiblie. De la même manière, à la fin du premier tour, diverses et influentes fédérations de travailleurs ruraux se sont associées à la campagne.

Seuls les dirigeants les plus franchement pro-bourgeois — comme le prési-

Percée h du

Après sa première élection présidentielle de le Brésil se retrouve littéralement coupé en d le président élu le 17 décembre 1989, a obt votes (42,76 %) contre 31 millions (37,86 % da Silva, dit Lula, candidat du Parti des trava Au delà des résultats, la campagne électorale une percée du PT et le formidable élan popu autour de lui, comme le montre, dans l'articl Guimaraes, dirigeant de la tendance Démocr Toutes les forces de gauche se sont retrouvée populaire (FBP) pour soutenir, au second to L'année dernière, l'inflation a atteint 1 700 % à la gorge par la dette extérieure (plus de 110 situation de banqueroute. Or, les premières risquent fort de provoquer de nouvelles mob comme lors de la grève générale des 14 et 1 35 millions de travailleurs de tout le pays (vo

Juarez G



Dans une mine de la Sierra

Historique

PT

...uis 29 ans,
...eux. Collor de Mello,
...nu 35 millions de
...%) pour Luis Inacio
...eurs (PT).
...a été dominée par
...aire qu'il a su susciter
...ci-dessous, Juarez
...atie socialiste du PT.
...s dans le Front brésilien
...ur, la candidature de Lula.

...o résistant à toutes les thérapies, et l'Etat, pris
...milliards de dollars) se trouve dans une
...mesures prises par le gouvernement Collor
...lisations du mouvement ouvrier brésilien
...mars 1989 contre le plan *Verão*, suivie par
...r *Inprecor* numéro 287 du 1er mai 1989).

IMARAES



Pelada (photo Sebastiao Salgado)

dent du puissant syndicat des métallurgistes de Sao Paulo, Luis Antonio Medeiros, et le président de la CGT, Rogério Magri — appuyèrent la candidature de Collor.

Il s'agit d'une avancée très importante pour le futur. Aujourd'hui, le PC de B a déjà décidé l'entrée de son courant syndical à la CUT, et le PCB en discute. La même attitude paraît être adoptée par des secteurs de la Confédération nationale des travailleurs agricoles (CONTAG).



La victoire de Collor

La victoire de Collor découle de l'addition de trois tendances électorales : le vote organiquement conservateur, le vote obtenu par les méthodes du clientélisme politique (présent surtout dans les petites villes de l'intérieur), et le vote des secteurs les plus opprimés et exploités de la population, sans références politiques collectives, peu informés et trompés par l'image créée autour de Collor.

C'est probablement, cette dernière tendance qui a été décisive pour sa victoire. L'ascension électorale de Collor (depuis avril-mai 1989, il a gardé la tête dans les sondages) peut s'expliquer par son image artificielle de "pourfendeur de fonctionnaires véreux", d'opposant indigné au gouvernement Sarney, d'homme décidé à améliorer la situation des misérables.

Or tout cela est faux. Ex-préfet de Maceio (capitale du petit Etat de Alagoas, dans le Nord-Est du Brésil) parti de la dictature militaire (le Parti démocrate social, PDS), ex-gouverneur du même Etat pour le PMDB, et aujourd'hui leader du Parti de reconstruction nationale (sigle utilisé dans les deux sens que le mot peut avoir), riche entrepreneur, homme compromis dans divers scandales de corruption, Collor de Mello est exactement le contraire de ce qu'il prétend être.

Cependant, il a compté depuis le début avec l'appui déclaré du propriétaire de la plus importante chaîne de télévision du pays, *Globo*, qui détient le quasi-monopole de la télévision. Ainsi, les élections brésiliennes montrèrent avec force le pouvoir des moyens de communication dans un combat politique d'une telle envergure. La candidature de Collor surgit en dehors des grands partis bourgeois de la "Nouvelle république", le régime qui succéda à la dictature militaire (2). De fait, les candidats du PMDB, du PDS, du Parti du front de libération (PFL) et du

PTB ont obtenu ensemble un peu moins de 15 % des votes (bien que le PMDB soit encore majoritaire au Congrès et détienne la majeure partie des gouvernements des Etats, il se retrouve aujourd'hui complètement divisé et démoralisé).

Le sens "marginal" de sa candidature se refléta dans la façon dont les classes dominantes appuyèrent Collor. C'est seulement au second tour, et face à la menace de la victoire de Lula, que Collor apparut comme un candidat de "front unique" des classes dominantes.

La campagne de Collor s'est appuyée sur un schéma logistique fondé sur l'argent. On a calculé qu'elle a coûté près de 400 millions de dollars. A titre de comparaison, le coût des campagnes de chacun des deux candidats à la dernière élection présidentielle nord-américaine est évalué à environ 200 millions de dollars.

Bien qu'il ait été élu par un vote direct et qu'il puisse compter sur une base politique clairement à droite, Collor va néanmoins devoir assumer la présidence dans une situation économique plus que dramatique.

Pour affronter cette crise économique, le gouvernement Collor ne disposera pas, d'emblée, d'un front politique solide ni d'un appui parlementaire sûr et, encore moins, de partis organisés. Il s'agit donc d'un gouvernement qui, du fait de son origine (en marge des partis bourgeois institutionnalisés), affrontera d'immenses difficultés pour établir des alliances afin d'élargir sa base au-delà des secteurs strictement conservateurs.

Cette situation est extrêmement différente de celle de Sarney quand il arriva à la présidence. A cette époque, le PT était momentanément isolé, puisqu'il était l'unique parti qui n'ait pas comparu devant le Collège électoral pour voter la candidature de l'Alliance démocratique (3). Cette fois le PT dispose, d'emblée, d'un mandat d'opposition conféré par 31 millions de votes.

Pire encore : Collor prend possession de sa charge gouvernementale au milieu d'expectatives de changement accumulées et réprimées, qu'il a lui-même stimulées de manière démagogique durant la campagne électorale. Jusqu'où iront les sentiments de frustration collective qui se produiront certainement à la suite d'une déception brutale ?

1) Sur la victoire du PT aux élections municipales, voir *Inprecor* numéros 28à et 285 des 23 janvier et 3 avril 1989.

2) Voir *Inprecor* numéros 270 du 18 juillet 1988.

3) Le Congrès refusa en 1984, l'élection du président au suffrage universel. C'est donc un collège électoral qui élit, en janvier 1985, Tancredo Neves à la présidence et José Sarney à la vice présidence. Le 21 avril, Neves meurt et le gouvernement est assumé par José Sarney.

Comme l'expérience récemment vécue en Argentine, la première preuve décisive d'aptitude à gouverner pour Collor aura lieu dans le domaine économique et consistera à contrôler l'accroissement de l'inflation et à restaurer l'efficacité des instruments d'intervention de l'Etat.

Tout indique que, d'une manière cohérente avec sa base politique conservatrice, le gouvernement Collor centrera son effort sur un contrôle de l'inflation à travers une attaque du déficit public par la réduction des coûts gouvernementaux, certains réajustements tarifaires, quelques impôts indirects. Il mettra l'accent sur la fameuse "opération de déblaiement" (vente d'entreprises d'Etat, transfert à l'initiative privée d'activités jusqu'à présent assumées par l'Etat). De caractère récessif, un tel plan implique un gel temporaire des prix (mesure qui cherchera, au moins, à soutenir les pertes de salaires de la dernière période) et quelques mesures de type populiste.

Même si elles ne touchent pas les points névralgiques générateurs d'inflation, ces mesures causeront néanmoins dès le début une dynamique de choc frontal avec le mouvement ouvrier et populaire organisé.

Cela sera donc une période clé pour la CUT qui devra consolider la dynamique de front unique développée avant le second tour, dans le cadre, cette fois, d'une lutte de masse directe.

En octobre et novembre 1990, les élections pour le renouvellement du Congrès national, des gouvernements des Etats et de leurs parlements auront lieu. Effectuées dans une conjoncture de crise, il est très probable qu'elles seront un test pour le gouvernement Collor. Si les secteurs conservateurs obtiennent un résultat globalement négatif, la crise du gouvernement aura alors une dynamique explosive.

Pour le PT, cette rivalité électorale se conjugue avec la nécessité de consolider sa position de principal parti d'opposition. Il s'agit, aussi, de maintenir la dynamique unitaire du FBP et de l'étendre éventuellement à la participation de nouvelles forces.

Au début de la troisième année consécutive polarisée par la lutte électorale, le PT continue à être confronté à d'énormes

difficultés pour conjuguer l'ascension vertigineuse de son influence avec sa construction organisationnelle.

Cette difficulté s'est manifestée de façon brutale au cours de ces élections. Le PT, par exemple, a traversé la période électorale sans journal du parti. Le projet de le créer, approuvé formellement par la Direction nationale a disparu au milieu des efforts électoraux. De la même façon, à quelques rares exceptions, la proposition de former des comités de base du FBP est restée lettre morte. Faute de structure de base, l'effort électoral ne génère pas l'expansion organisationnelle désirée.

Les problèmes organisationnels de fond ont des raisons politiques et sont directement liés aux grandes définitions programmatiques et stratégiques du PT.

L'ascension électorale du PT a provoqué une intense bataille idéologique. Avec la crise des pays de l'Est, la droite a cherché à nous identifier avec "le passé qui est en train de mourir". Le PT a répondu à ces attaques — timidement, il est vrai — en s'identifiant aux mouvements anti-bureaucratiques.

Mais l'intensité de la bataille idéologique exige des réponses plus précises. Malgré les progrès des dernières rencontres nationales, le programme du PT contient une idée très gé-

nérique du type de socialisme pour lequel il lutte. Et l'élaboration de ces réponses doit se donner à partir de l'impact de la crise à l'Est et dans un contexte où la social-démocratie ne cesse d'être un pôle d'attraction.

A ces définitions programmatiques est lié un défi central : comment penser la dynamique révolutionnaire brésilienne à partir de l'insertion du PT dans les institutions ? Le défi n'est pas nouveau pour le marxisme ou pour le mouvement ouvrier, et a conduit la plupart du temps, à de grandes déroutes et tragédies.

Tous ces problèmes ne sont pas pour un futur lointain. La dynamique de la crise de la société brésilienne et la croissance du PT ont surpris par leur dynamisme. Et, à cause des positions déjà conquises, le PT n'a pas le droit de se détourner des batailles qui se présentent à lui. ★

janvier 1990



Luiz Inacio da Silva, «LULA» (DR)



Un nouveau type de parti

La fondation du PT, en 1979, marque le début d'un nouveau chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier au Brésil : la construction d'un parti de masse, expression de l'indépendance politique de la classe ouvrière et des travailleurs, d'un parti démocratique, pluraliste et militant, libre de tout lien avec les classes dominantes et leur Etat ; avec un programme clairement anti-capitaliste ; un parti solidaire avec les luttes ouvrières du monde entier, indépendant de la politique de tout Etat post-révolutionnaire en particulier (l'URSS, la Chine, etc.). En réalité ce qui est en jeu c'est un nouveau type de parti dont la signification et les intérêts vont bien au-delà du Brésil.

Michael LOWY



Le PT est le résultat d'un siècle d'efforts des travailleurs brésiliens pour se donner une expression politique propre. Au début du siècle, les anarcho-sindicalistes luttèrent, avec une énergie et un esprit de classe admirables, pour une orientation prolétarienne indépendante mais, leur dogmatisme les amena à refuser l'idée d'un parti politique de masse. C'est probablement le Parti communiste brésilien (PCB) qui réalisa la plus importante tentative de construction d'un véritable parti des travailleurs au Brésil. Mais, malgré l'abnégation et l'esprit de sacrifice de ses militants et de ses cadres, la logique du stalinisme le conduisit à adopter une politique de subordination à la bourgeoisie "nationale". Cette orientation, combinée à la dépendance



idéologique par rapport à l'URSS et à l'absence de démocratie interne a engendré une série de scissions qui, de 1962 jusqu'à aujourd'hui, l'ont divisé et affaibli (la majorité de ses dirigeants historiques ont abandonné le parti durant cette période). D'autre

part, le Parti des travailleurs brésilien (PTB), fondé par Getulio Vargas en 1945 et dirigé ensuite par Joao Goulart et Leonel Brizola, n'a jamais représenté autre chose qu'un appareil parlementaire, avec une large base électorale dans les masses ouvrières mais (sauf exceptions individuelles) sans engagements organiques, politiques ou programmatiques vis-à-vis de la classe ouvrière. Et cela vaut également pour le Mouvement démocratique brésilien (MDB), le seul parti d'opposition toléré par la dictature militaire de 1964 jusqu'à la récente réforme politique (1). Quant aux petits groupes de la "gauche armée" des années 60 et 70, ils n'ont jamais gagné de présence réelle à l'intérieur du prolétariat et, malgré leur héroïsme et leur courage exemplaires, ils ont connu une fin tragique due à leur pratiques minoritaires et à leur isolement des travailleurs urbains et ruraux. Le PT marque donc l'apparition, pour la première fois, de l'expression propre d'un parti de masse des travailleurs en lutte contre le capital et son Etat, un parti enraciné dans la classe ouvrière, la paysannerie et chez les intellectuels.

L'initiative de constitution du PT est apparue à l'intérieur d'une classe ouvrière nouvelle qui a émergé après 1964, sans liens avec le stalinisme ou le populisme et qui, sur la base de sa propre expérience dans la lutte des classes, a compris la nécessité d'une organisation politique indépendante. Des dirigeants syndicaux qui représentaient la nouvelle perspective avec leur pragmatisme et leur "instinct de classe", furent réunis peu à peu par diverses générations de militants marxistes qui avaient tiré des leçons du passé et qui ont apporté au PT leur riche expérience politique et leur connaissance de la pensée socialiste. Ainsi, la formation du PT durant les années 1976-1986 est due à la confluence de divers courants, chacun d'eux apportant sa sensibilité particulière et sa contribution à la construction du parti :

1) les membres de syndicats "authentiques", initiateurs et conducteurs du processus, qui constituent l'expression d'un nouveau syndicalisme massif, combatif et classiste ; ceux dont la région dite ABC (San Andrés, San Bernardo del Campo et

San Cayetano, faubourg industriel de Sao Paulo où le "nouveau prolétariat" est concentré) est le bastion et le symbole ;

2) l'opposition syndicale qui, durant des années, a mené une lutte difficile à l'intérieur des entreprises et des syndicats contre la structure soumise à l'Etat et de la bureaucratie syndicale "jaune" (2) ;

3) les syndicats ruraux et les ligues paysannes, souvent d'inspiration chrétienne ;

4) les communautés ecclésiastiques de base (CEB), les organisations de l'église qui unissent des prêtres et des catholiques laïques dans le travail avec des paysans sans terre (*pastoral da terra*) et des travailleurs urbains (*pastoral operaria*), et d'autres secteurs chrétiens de tendance socialiste ;

5) d'anciens militants du Parti communiste ou de la "gauche armée" qui ont abandonné leur organisation ;

6) des groupes de révolutionnaires gauchistes de différentes tendances (trotskystes, castristes, etc.) ;

7) des intellectuels : sociologues, économistes, enseignants, écrivains, journalistes et chercheurs attirés par le mouvement ouvrier ou la théorie marxiste ;

8) des représentants parlementaires, appartenant originellement à l'aile gauche du MDB.

Jusqu'à un certain point, on peut dire que la création du PT représente la rencontre historique entre la classe ouvrière et "ses" intellectuels, deux forces sociales qui ont suivi des voies parallèles, quelques fois convergentes mais souvent assez divergentes.

Le processus à travers lequel s'est formé le PT présente quelques caractéristiques spécifiques propres au Brésil et au moment historique actuel, comme par exemple l'important rôle joué par les CEB et les *pastorais da terra*. D'un autre côté, ce processus surprend, comme s'il s'agissait d'un exemple extrait directement de certains textes classiques de Marx ou de Engels : un mouvement ouvrier qui surgit dans les grands centres industriels modernes ; un mouvement syndical qui découvre, à travers ses luttes économiques, la nécessité d'un parti des travailleurs ; et un parti qui fait confluer diverses couches sociales populaires sous l'hégémonie de la classe ouvrière.

La diversité des sources qui compose le PT se retrouve dans la composition de sa direction. Les dirigeants syndicaux prédominant : Luis Ignacio da Silva, plus connu sous le nom de Lula, président du

Syndicat des travailleurs métallurgiques de San Bernardo (mis à la porte par le régime militaire et élu sénateur en novembre 1986) ; Jacob Bittar, du Syndicat des travailleurs des champs pétrochimiques ; Olivio Dutra, président du Syndicat des travailleurs bancaires de Puerto Alegre ; de vieux dirigeants révolutionnaires, comme le légendaire Apolonio de Carvalho, dirigeant communiste depuis 1935, combattant des Brigades internationales en Espagne et dans la résistance française (il a organisé plusieurs libérations de villages français en 1944) ; et des intellectuels connus comme Francisco Weffort, sociologue de l'Université de San Paulo et auteur de travaux importants sur l'histoire du mouvement ouvrier brésilien.

La rapide constitution du PT, qui s'est faite en deux ans, surprit la majorité des groupes qui, au Brésil, suivent une ligne socialiste ou communiste. Quelques uns d'entre eux décidèrent d'entrer dans le parti, mais la majorité partie des secteurs "arriérés" de la gauche, surtout les groupes de formation stalinienne — tant le Parti communiste brésilien (PCB prosoviétique) et le courant représenté par le périodique *A Hora do Provo*, que le Parti communiste du Brésil (PC du Brésil pro-albanais), qui refusa de participer aux élections — préféra rester dans le PMDB, le parti de l'opposition bourgeoise libérale.

En 1978, année où se dessinèrent les premières ébauches du nouveau syndicalisme (classé hâtivement par certains sociologues comme "corporatiste", "apolitique", ou comme représentant d'une "aristocratie ouvrière"), l'idée d'un parti des travailleurs autonome commença à être promue par différents dirigeants syndicaux "authentiques" — idée probablement issue de leurs expériences initiales dans une série de grèves historiques, de leur affrontement avec l'appareil politico-militaire d'Etat et, pour certains, d'un bilan des luttes sociales dans l'histoire récente du pays (après 1964). Par exemple, en 1978, lors d'une Rencontre pour la démocratie, organisée par l'opposition libérale de gauche à Rio de Janeiro, Lula, avec l'appui d'autres dirigeants syndicaux, rejeta leur thèse principale : réunir autour



1) La loi sur la réforme politique, édictée par la dictature militaire au début des années 1980 imposait des normes bureaucratiques particulièrement difficiles à satisfaire pour la reconnaissance d'un parti.

2) Loi syndicale établie par Vargas au début des années 40 sous l'inspiration de la *Carta del Lavoro* de Mussolini, subordonne par catégories les syndicats au ministère du Travail et interdit toute forme de regroupement intercatégoriel à l'échelon municipal, régional ou national.

du MDB un "front démocratique ample". Il invoqua à dessein l'expérience de 1964 comme argument contre cette politique traditionnelle de subordination du mouvement ouvrier au populisme bourgeois : « Si nous, les travailleurs, ne contrôlons pas l'unité des forces d'opposition, nous pourrions connaître des échecs comme celui de 1964 quand la bourgeoisie rompit avec les travailleurs, leur tourna le dos et les laissa tomber. » Sans nier la nécessité d'une position unitaire face au régime militaire, Lula mit en avant l'importance d'une politique ouvrière indépendante : « La classe ouvrière poursuivra son chemin irréversible jusqu'à ce qu'elle atteigne ses objectifs.



Tôt ou tard elle créera un parti politique. La classe travailleuse ne doit pas être un simple instrument. Il est essentiel qu'elle participe directement en montrant la force qu'elle représente. Et, sur le terrain politique, participation implique que la classe constitue son propre parti ».

Lancement du PT

En octobre 1979, à San Bernardo del Campo, forteresse ouvrière du syndicat de Lula, a eu lieu la première rencontre nationale du PT. En termes pratiques, la rencontre marqua la fondation du nouveau parti et l'élection de sa première direction provisoire. Dans cette conférence on approuva une brève déclaration politique dans laquelle l'objectif du parti était clairement affirmé : « Le PT s'engage à lutter pour que tout le pouvoir économique et politique soit directement exercé par les travailleurs. C'est l'unique voie pour mettre fin à l'exploitation et l'oppression. » Le document appelait également « toutes les forces démocratiques à former un large mouvement de masses contre le régime dictatorial ». Le PT commença sa lutte pour la constitution d'une confédération syndicale, la Centrale unique des travailleurs (CUT), en insistant sur le fait que « sa constitution ne pourra être effective qu'avec la démolition de l'actuelle structure syndicale soumise à l'Etat ».

En avril-mai 1980, éclata la grande grève des 250 000 ouvriers métallurgistes de San Bernardo. Après l'intervention policière et militaire (qui eut pour conséquence l'arrestation de Lula et des principaux dirigeants de la grève, ainsi que le contrôle militaire du syndicat par l'intermédiaire d'un "médiateur"), le mouvement connut une pause. Malgré cela, sa capacité d'organisation massive (des rencontres de dizaines de milliers d'ouvriers

avaient lieu régulièrement) révéla la force surprenante du nouveau syndicat, dont l'avant-garde avait clairement bénéficié de la formation du PT.

En mai et juin, se déroula une nouvelle conférence nationale du PT avec des délégués de 22 états brésiliens, qui représentant approximativement 30 000 membres du Parti. On y approuva un manifeste et un programme qui définissaient le PT comme « l'expression politique réelle de tous les exploités par le système capitaliste » et comme un parti de masses, avec une large base, ouvert et démocratique. Son objectif était, disent les documents, de démanteler la machine répressive du régime présent et de créer « une alternative de pouvoir pour les travailleurs et les opprimés qui conduise à une société sans exploités ni exploités. Pour construire cette société, les travailleurs sont conscients que leur lutte est dirigée contre les intérêts du grand capital national et international ». Cependant, en aucune manière, le PT n'a élaboré de "doctrine"; beaucoup de questions et de définitions programmatiques sont restées délibérément ouvertes pour permettre les plus amples débats et une "maturation" progressive de l'ensemble de ses militants comme un tout. C'est particulièrement vrai sur le terrain international, bien que quelques positions aient été déjà clairement adoptées comme, par exemple, la solidarité avec la révolution sandiniste et la lutte des travailleurs polonais (3). Il est évident que les militants et les dirigeants du PT ne voulaient pas répéter la tragique erreur de la vieille gauche brésilienne et refusaient de transformer leur parti en vassal de l'Est ou d'un quelconque Etat "socialiste".

Un parti ouvert

Une des caractéristiques particulières du PT comme parti "ouvert" est l'existence en son sein d'un certain nombre de groupes, organisations ou courants de gauche (généralement marxistes) qui ont souvent leur propre structure et leur propre presse. Certains de ces groupes voient comme tâche principale la construction du PT comme un véritable parti de masses avec une base militante et misent sur sa future transformation en une force capable de conduire un processus de changement social révolutionnaire au Brésil; d'autres, au contraire, le voient comme "un front de masses tactique", comme un instrument d'expression politique légal des travailleurs à l'intérieur duquel il faut construire le "véritable" parti de l'avant-garde marxiste léniniste : leur propre organisation.

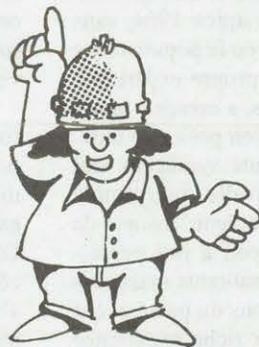
Un des dirigeants du parti, Apolonia de Carvalho (qui durant quelques années conduisit un groupe d'avant-garde clandestin) rédigea un texte pour ouvrir la discussion à l'intérieur du parti sur cette question délicate; de son point de vue, les courants politiques de gauche à l'intérieur du PT peuvent y apporter beaucoup de choses à condition d'être capables d'assimiler son caractère original de parti de masse et d'expression directe de la nouvelle qualité du mouvement ouvrier et populaire au Brésil. Ainsi, sa fonction est double : enseigner la science sociale et apprendre la nouvelle réalité. Mais pour jouer ce rôle, ces courants doivent dépasser la fausse conception qui envisage le PT comme un front politique de masses — c'est-à-dire, comme un accord tactique et transitoire entre diverses entités autour d'objectifs conjoncturels — et comprendre sa nature comme un nouveau type de parti politique, un parti des masses et de lutte, profondément démocratique (ce qui n'exclut pas la centralisation), et orienté avant tout vers la pratique politique autonome des masses elles-mêmes (4).

Légalisation et construction

Au cours des années 1980, le PT fit son premier pas vers sa constitution en tant que parti légal dans le cadre de la loi sur la "réforme politique" établie par le régime militaire. Face aux attentes des autorités, le PT réunit avec succès les conditions extrêmement difficiles demandées par la nouvelle "Loi des partis politiques" pour la formation d'un parti encore

non représenté au parlement (par exemple, l'exigence d'avoir des comités du parti dans 20 % des municipalités du pays). La Corte s'est vue obligée de concéder au PT le caractère provisoire de parti légal (pour que le caractère définitif soit accordé, des exigences encore plus draconiennes

devaient être obtenues). En réalité, le PT a transformé à son avantage la campagne pour sa légalisation en s'étendant à travers le pays et en élargissant considérablement ses rangs; en organisant des cellules (groupes centraux), qui constituent la base de son appareil actif et démocratique.



3) Lula publia dans la presse brésilienne un article intitulé "Les revendications des Polonais sont les nôtres" et rencontra Lech Walesa à Rome.

4) *Em Tempo*, numéro 42 du 25 décembre 1978

Un des aspects fascinants du PT durant cette période fut la manière dont les organisateurs agirent pour remplir les exigences légales compliquées d'une loi autoritaire — qui cherchait à maintenir les travailleurs en marge de la politique — et construire dans le même temps une structure d'organisation de parti démocratique depuis la base. Résultat de cela, le parti a aujourd'hui un double fonctionnement : légal, purement formel, dans lequel aucun type de décision n'est pris ; et réelle, où les délégués, élus démocratiquement par les cellules (qui n'ont pas d'existence légale), se réunissent dans les conventions locales, votent sur l'orientation du parti et élisent leurs délégués à la convention de l'Etat (qui, à leur tour, élisent les délégués à la convention nationale). A partir du moment où d'importants désaccords apparaissent dans la direction, c'est à la base qu'il revient de décider. Par exemple, en 1984, certains des dirigeants (et la majorité des députés fédéraux) voulaient que le PT participe aux élections présidentielles indirectes imposées par la dictature et vote pour Tancredo Neves (candidat qui représentant un compromis entre le PMDB et les sections du PDS, l'ancien parti du régime militaire). La direction du parti décida de consulter l'opinion des cellules, dont les délégués dans les conventions locales, régionales et nationale se prononcèrent à une écrasante majorité contre une telle participation.

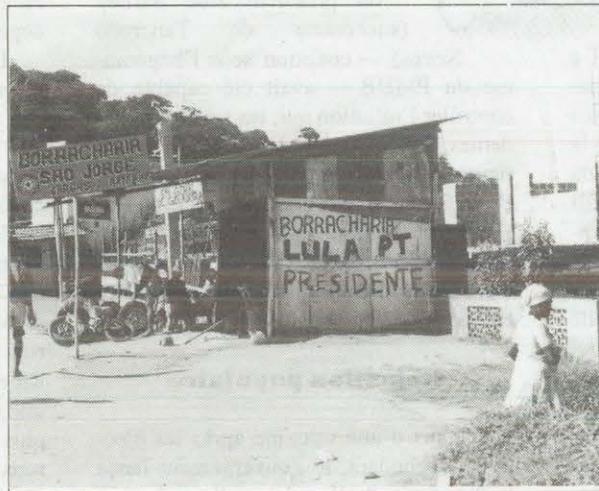
Le rôle central des cellules

Les cellules sont d'une importance fondamentale pour le PT. C'est cela qui fait de lui un nouveau type de parti, radicalement différent des autres partis légaux existants au Brésil. En rendant l'intervention active dans les luttes sociales et les mouvements, les cellules — présentes dans les usines, les banques, les centres de travail, les quartiers, les écoles, les universités, les fermes et les villes — ont permis au PT de se convertir en un instrument d'éducation, d'organisation, d'action quotidienne et de participation continue dans les mobilisations. En d'autres termes, cela lui a permis de se convertir en un parti de militants et non simplement d'adhérents et de votants.

En reprenant le côté positif des organisations marxistes et des CEB, les cellules constituent la source principale de vitalité du PT en tant que "parti de la vie quotidienne", construit "depuis la base" et enraciné organiquement dans la classe ouvrière. De plus, comme structures populaires ou de base, ayant des prérogatives et

des pouvoirs leur permettant de contrôler la direction, et comme centres de libre débat sur la politique du PT et ses interventions, les cellules constituent une des principales garanties du caractère démocratique du parti. Finalement, elles sont la condition essentielle pour que le PT ait un caractère de parti de masses, caractère indispensable pour qu'il joue son rôle et que sa base ne se transforme pas en adhérents passifs, amorphes et atomisés, dépendant d'un appareil bureaucratique omnipotent (soit parlementaire/techno-cratique comme la social-démocratie, soit autoritaire/monolithique comme le stalinisme).

Les adversaires du PT critiquent son hétérogénéité politique et manque de défi-



inition programmatique plus précise. L'une et l'autre caractéristiques découlent de la diversité des sources qui convergent dans le parti et de sa nature large, ouverte et démocratique, ce qui a permis, et même stimulé, débats internes et discussions — tandis que dans la majorité des partis de la gauche brésilienne (de formation stalinienne), le débat a été systématiquement étouffé (dans une telle ampleur que cette pratique est devenue irréversible) et a conduit à des scissions et à des récriminations mutuelles. Les caractéristiques du PT proviennent aussi du souhait de ses fondateurs et dirigeants de n'imposer aucune "formule" particulière aux masses, sinon de permettre surtout que le programme — et le parti lui-même — se fasse "depuis la base", se construisant à partir du développement réel et concret de la conscience de classe du prolétariat urbain et rural.

Après presque un demi-siècle de contrôle hégémonique de la classe ouvrière brésilienne par des appareils d'Etat populistes et bureaucratiques, le PT semble, dans une certaine mesure, s'être lié de nouveau aux meilleures traditions du mouvement ouvrier "classiste", auto-

nome et anti-capitaliste, qui existaient en 1935-1937 (avant le coup du "Nouvel Etat" de Vargas qui écrasa la gauche indépendante et mit les syndicats sous la tutelle de l'appareil d'Etat). Cependant, le PT est essentiellement un phénomène nouveau, non seulement parce qu'il n'existe pas de continuité historique directe entre le PT de 1980 et le mouvement ouvrier d'avant 1937 — excepté les personnalités tels que Apolonio de Carvalho et Mario Pedrosa (fondateur en 1929 de l'Opposition de gauche communiste au Brésil et participant, en 1938, au Congrès de fondation de la IVe Internationale) — mais de plus parce que les formes actuelles d'organisation et que sa base de masses (surtout à la campagne) sont très différentes de celles qui existaient avant la guerre. Mais le PT s'est engagé à rompre avec un lourd héritage — dominant durant 40 ans — de passivité et de démobilité des masses, de grandes manœuvres des structures bureaucratiques, de subordination à l'Etat et/ou à différents secteurs des classes dominantes (prétendument "démocratiques", "progressistes" ou "nationalistes"), de syndicats limités à être des institutions d'assistance sociale devant parti à la chasse aux votes tous les quatre ans.

En d'autres termes, l'idée fondamentale, décisive et essentielle qui préside à la formation du PT, et qui a servi jusqu'à maintenant comme boussole politique, n'est autre que l'idée formulée par Marx dans le programme de l'Association internationale des travailleurs : « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* »

Pour le socialisme ?

Lors de la conférence nationale de septembre 1981, étape finale de sa constitution légale, le PT a déclaré ouvertement avoir le socialisme comme objectif programmatique. Dans diverses conférences et interviews, Lula a rejeté tout autant la social-démocratie que le socialisme bureaucratique, mettant en avant la nécessité d'une autre voie pour la révolution et le socialisme au Brésil.

Grâce à une campagne d'adhésion massive, le PT réussit un accroissement spectaculaire : fin 1982, il avait déjà 245 000 membres à travers tout le pays. Le gros des militants est concentré dans les états les plus industrialisés, dans le centre et le Sud du Brésil : Sao Paulo (64 000), Minas Gerais (35 000), Rio de Janeiro (36 000) et Rio Grande del Sur

(16 000). En 1987, on estimait que la force numérique du parti dépassait les 400 000 membres.

En 1982, le parti participa à la campagne électorale avec une plate-forme ayant pour mot d'ordre : « Travail, terre et liberté ». La plate-forme exigeait la fin de la dictature militaire au Brésil, le pouvoir aux travailleurs et au peuple et à la construction d'un Brésil socialiste. Le pourcentage national de votes obtenu par le PT fut une déception : 3,5 % et 8 députés fédéraux élus. Cependant, le fait est que 1 600 000 personnes votèrent pour un programme indubitablement classiste, anti-dictatorial et anti-capitaliste, socialiste et démocratique. Dans l'Etat de Sao Paulo, principal centre économique du pays, le PT a obtenu presque 10 % des voix. La machine électorale, bien plus puissante, des partis traditionnels et la pression pour le vote "utile" — c'est-à-dire, en faveur du principal parti d'opposition, le PMDB (coalition démocratico-libérale) — explique le nombre de voix limité obtenu par le PT en 1982.

C'est dans le domaine de l'activité syndicale que l'expérience du PT a été décisive. En 1983, s'est formée la CUT, organisme qui coordonne les activités des syndicats ouvriers et paysans et représente dix millions de travailleurs. Les principaux dirigeants de la première organisation syndicale de masses centrale dans l'histoire moderne du Brésil sont membres du PT ou sont proches. Battue dans la lutte pour l'hégémonie à l'intérieur du mouvement ouvrier, le courant réformiste (influencé par le Parti communiste) se retira de la CUT et forma sa propre structure nationale, la Coordination nationale de la classe travailleuse (CONCLAT) qui, plus tard, adopta le nom de Confédération nationale des travailleurs (CGT). Aujourd'hui, ont lieu des négociations sur une éventuelle unification, ou au moins l'unité d'action, entre ces deux organisations.

Aux élections de novembre 1986, le PT doubla son score électoral, passant à 6,5 % et obtint 17 députés fédéraux. Ce qui fut véritablement nouveau dans ces résultats électoraux est que le parti avait grossi principalement en dehors de Sao Paulo, son bastion traditionnel. Au contraire, il se multiplia par quatre dans d'autres zones du pays ! Quelques années auparavant, il était courant de caractériser le PT comme un phénomène pauliste, limité à la zone industrielle des alentours de Sao Paulo. Mais en 1986, il était devenu évident qu'il s'agissait d'un parti national, dont les électeurs vivent en majori-

té (55 %) hors de l'Etat de Sao Paulo. De plus, bien que le PT ait sa base principale dans les grands centres industriels, sa plus grande croissance lors de ces élections a eu lieu dans les petites villes et dans la zone rurale, particulièrement dans les endroits où l'église a glissé vers la gauche et où se sont développées les CEB.



Le grand gagnant de ces élections a été le PMDB. Grâce à la politique de "choc peu orthodoxe" du Plan Cruzado — qui libéra simultanément les salaires et les prix — la population eut l'impression que le gouvernement du président José Sarney (successeur de Tancredo Neves) — coalition sous l'hégémonie du PMDB — avait été capable de contrôler l'inflation qui, les années précédentes, avait atteint des niveaux supérieurs à 100 % par an. La popularité du Plan Cruzado explique la victoire du PMDB et le faible résultat du PT — tout comme celui du Parti démocratique des travailleurs (PDT) de Brizola, également en opposition au gouvernement.

Rébellion populaire

Moins d'une semaine après les élections, cependant, le gouvernement lança le Plan Cruzado II, qui permit une hausse des prix alors que les salaires continuaient à être bloqués. L'inflation augmenta immédiatement et le peuple réagit avec courage, se sentant floué par les promesses du PMDB. Des manifestations massives eurent lieu à Brasilia (violemment réprimées par les forces de police et de l'armée) et, le 12 décembre 1986, la CUT (avec le soutien de la CONCLAT) appela à une grève générale qui paralysa la moitié du pays. D'après le service d'information militaire (SNI) "seulement" dix millions de travailleurs suivirent le mot d'ordre de grève, mais la CUT parla de 25 millions de grévistes. Dans tous les cas, le mécontentement massif vis-à-vis de la politique gouvernementale et l'ouverture d'un nouvel espace social et politique pour le PT et la CUT devinrent évidents.

La rébellion populaire contre le gouvernement Sarney, la "Nouvelle République" et les partis bourgeois la dirigeant, se politisa rapidement et, en 1988, le PT triompha aux élections municipales, prenant les mairies de plusieurs villes, entre autres quelques capitales régionales comme Porto Alegre et, surtout, Sao Paulo, la plus grande ville industrielle de tout le Brésil et de toute l'Amérique latine. Il faut ajouter que la candidate élue à

Sao Paulo, Luiza Erundia — qui se déclare "marxiste chrétienne" — fut choisie démocratiquement par la base du parti contre l'opinion de la direction, qui la considérait trop radicale pour pouvoir gagner les élections...

Cette radicalisation des couches exploitées et pauvres de la population s'est aussi exprimée au premier tour des élections présidentielles de 1989, quand Lula, le candidat du PT, devança ses rivaux "de gauche" — le populiste Brizola et le social-démocrate Covas — et se retrouva au second tour. Bien qu'il n'ait pas été élu, Lula réunit l'impressionnant pourcentage de 47 % des voix autour d'un programme classiste et combatif qui allait vers le socialisme, fait sans précédent au Brésil et, en général, dans toute l'Amérique latine depuis la victoire d'Allende en 1970.

Le PT n'est pas uniquement un parti électoral. Après ces élections il continuera à se développer et intensifiera son activité quotidienne et son action dans les couches populaires pour préparer les prochaines victoires de la classe travailleuse.

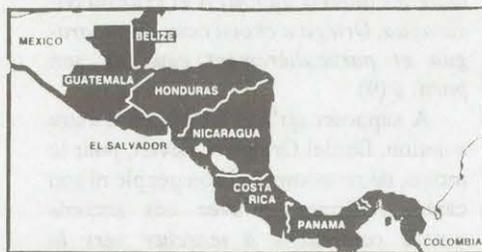
L'intérêt passionné avec lequel le développement du PT a été suivi en Amérique latine et en Europe vient du fait que, même s'il est étroitement lié aux caractéristiques spécifiques du Brésil dans une situation historique déterminée, le PT a une signification plus générale et un sens plus large. C'est une tentative presque sans précédent pour dépasser — à l'intérieur de la structure d'une organisation de masses — les façons habituelles de faire de la politique à l'intérieur du mouvement ouvrier : le réformisme néo-keynésien, le crétinisme parlementaire, le centralisme bureaucratique, le sectarisme doctrinaire, le substitutionnisme de l'appareil. Il s'agit d'une tentative faisant face à d'innombrables contradictions et menacée par de considérables dangers. C'est cela, cependant, qui le rend d'autant plus important et plus précieux à tout ceux qui, au Brésil ou dans n'importe quelle autre partie du monde, aspirent à la démocratie socialiste. ★

Décembre 1989

Sur le Brésil, voir :

- ◆ **Elections municipales :**
Inprecor numéro 280 du 23 janvier 1989 et 285 du 3 avril 1989
- ◆ **Election présidentielle :**
Inprecor numéro 286 du 17 avril 1989 et 297 du 13 novembre 1989
- ◆ **Grève générale :**
Inprecor numéro 287 du 1er mai 1989

Double défaite



Malta-Yalta, 2 000 morts à Panama... Le "nouvel environnement international" vient de redonner vie à un avorton archaïque, la diplomatie de la canonnière. Rien de plus classique, hélas, dans l'histoire latino-américaine qu'un débarquement de GI's pour renverser un gouvernement afin de rétablir la "démocratie". Le fait qu'il s'agisse, cette fois-ci, de lutter contre un dictateur corrompu et trafiquant de drogue — autrefois accueilli à bras ouverts dans les rangs de la CIA par son compère G. Bush — n'est qu'un prétexte pour jeter de la poudre aux yeux. L'intervention au Panama n'est rien d'autre que la continuation de la bonne vieille doctrine Monroe : le continent américain aux Américains... du Nord (1). Au moins les choses sont claires : les négociations entre les deux "grands", la fin de l'"idéologisation" des conflits n'ont pas pour but de permettre aux peuples dominés de se libérer mais bien de maintenir le statu quo. L'espoir que la nouvelle donne internationale pourrait signifier la fin des interventions militaires extérieures vient d'être démenti.

Janette HABEL



L'EVOLUTION politique en Amérique centrale, au Panama et au Salvador sanctionne le maintien de cette région dans la sphère d'influence des Etats-Unis. Ce n'est certes pas l'avis des peuples, mais ce qu'expriment les accords internationaux. Le règlement des prétendus "conflits régionaux" trouve ainsi sa signification réelle. La symétrie scandaleuse établie entre la Contra nicaraguayenne et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) salvadorien — forces "irrégulières" contre gouvernements ayant prétendument la même légitimité — est au centre des négociations sur l'Amérique centrale.

Le marchandage et le chantage exercés par Washington, assortis de pressions économiques et militaires sur le Nicaragua, ont consisté à "échanger" la survie de la révolution nicaraguayenne contre la capitulation du FMLN salvadorien, dont les bonnes âmes disaient, en coulisses, qu'il n'avait de toutes façons aucune chance de victoire...

La survie de la révolution sandiniste dépend du bon vouloir des Etats-Unis qui imposent au Nicaragua, par le biais du blocus et des pressions économiques, une politique et des échéances électorales

conformes aux conceptions démocratiques à géométrie variable de Washington.

La fin de l'année 1989 aura été marquée pour l'Amérique centrale et les Caraïbes par une double défaite : la signature des accords de San Isidro le 12 décembre dernier et l'intervention à Panama, le 20 du même mois (2). C'est à la surprise de tous les observateurs que Daniel Ortega a signé un accord constituant un « succès diplomatique monumental » (3) pour le président salvadorien, Cristiani, et pour Washington. Loin d'être un chiffon de papier ou une manœuvre diplomatique sans importance, cet accord marque un tournant dans la région et dans les rapports entre les organisations révolutionnaires centraméricaines.

Depuis plusieurs années, la diplomatie impérialiste — suivie sur ce terrain par les bourgeoisies d'Amérique latine — a fait de la symétrie entre la Contra nicaraguayenne et le FMLN salvadorien l'axe et la condition d'un accord régional. Que ce soit lors des pourparlers internationaux entre l'URSS et les Etats-Unis, ou dans les coulisses à l'occasion des négociations sur l'Afrique du Sud, le désarmement de la Contra nicaraguayenne a toujours été lié à l'arrêt de la lutte armée par le FMLN. Ainsi, Youri Petrov, ambassadeur soviétique à Cuba, a déclaré en avril dernier : « Pour résoudre le conflit en Amérique centrale, il faut recourir à la même approche qu'en Afrique australe. De la même manière que nous avons collaboré avec les Etats-Unis dans le cas de

l'Angola et de la Namibie, il faut que des pays tiers jouent le rôle de médiateurs dans le cas du Nicaragua et du Salvador. » (4)

Washington a fait preuve sur ce plan d'une constance remarquable en poursuivant un double objectif : politique, par la mise hors jeu de l'avant-garde politico-militaire la plus implantée de tout le continent latino-américain, et idéologique par l'identification de la Contra au Nicaragua avec la guérilla au Salvador. Façon subtile de faire oublier qu'il s'agit, d'un côté, de mercenaires armés grassement payés par la CIA qui se sont révélés incapables de gagner une base populaire en dépit des difficultés économiques du pays et, de l'autre, d'une guérilla qui résiste depuis dix ans malgré la présence des conseillers militaires et des bérets verts, l'aide colossale de Washington et la répression qui a causé des dizaines de milliers de morts.

Son offensive insurrectionnelle de novembre (5) a permis au FMLN d'effectuer une spectaculaire démonstration de force. Elle n'est aujourd'hui contenue que par les pressions internationales auquel le FMLN est soumis.

FMLN versus Contra ?

Cette symétrie entre FMLN et Contra a été niée par Humberto Ortega, ministre de la Défense du Nicaragua (voir p. 24). Or, le point 6 de la déclaration de San Isidro mentionne explicitement « la démobilisation de la Résistance nicaraguayenne et du FMLN » comme condition « pour dépasser la crise que traverse le processus de paix »... L'accord réussit même le tour de force (point 3) d'en appeler au FMLN seul à « renoncer publiquement à tout type d'action violente qui affecte directement ou indirectement la population civile », sans même évoquer les bombardements des quartiers populaires de San Salvador par les troupes gouvernementales.

Le texte précise enfin que le FMLN doit « se réintégrer au processus de dialogue déjà commencé » alors qu'il est de notoriété publique que Cristiani a déserté la table des négociations... A la dernière offre du FMLN, qui proposait comme condition de reprise du dialogue la destitution des chefs militaires les plus compromis dans la répression et les tortures,

1) Pour ce qui est de cette moitié de siècle, cela fait suite au débarquement au Guatemala en 1954, à Cuba en 1961, à Saint Domingue en 1965, à Grenade en 1983 ; au minage des ports et à l'armement de la Contra au Nicaragua ; à la présence de "conseillers" militaires américains au Salvador

2) Voir *Inprecor* numéro 300 du 12 janvier 1990.

3) *El País*, 13 décembre 1989

4) *Le Monde*, 7 avril 1989.

5) Voir *Inprecor* numéros 298 et 299 des 27 novembre et 11 décembre 1989.

Cristiani a répondu par la négative. L'accord signé par Daniel Ortega a non seulement légitimé Cristiani mais, en outre, l'a placé en position de force.

Comment la direction nicaraguayenne a-t-elle pu en arriver là ? Simple manœuvre diplomatique comme le suggèrent certains ? Evolution politique des sandinistes vers la social-démocratie comme pourrait le laisser penser l'interview au journal *La Cronica* (3 au 10 janvier 1990) où Sergio Ramirez, vice-président du Nicaragua, évoque la possible adhésion du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) à l'Internationale socialiste ? Pressions colossales de l'URSS ? Une chose est certaine : il y a bien longtemps que le gouvernement soviétique a tiré un trait sur la révolution salvadorienne.

Pressions soviétiques sur le Nicaragua...

Tout récemment, Gorbatchev a répété à satiété que les livraisons d'armes au Nicaragua avaient cessé, alors même que la Contra bénéficie encore de l'aide américaine et, qu'en novembre 1989, les Etats-Unis ont reconnu l'infiltration de 2 000 contras au Nicaragua. Les accords de Tela (6) avaient fixé le dernier délai pour la démobilisation des contras au 6 décembre dernier : rien n'a commencé. Il est clair que les Etats-Unis imposent dans les faits leur position : ne pas démobiliser la Contra avant les élections nicaraguayennes du 25 février, et attendre et voir...

Il faut alors être aveugle ou cynique pour prétendre, comme le fait le chef du département Amérique latine du ministère des Affaires étrangères soviétique, que l'arrivée de Bush a signifié une coopération plus "constructive" dans la région entre les deux grandes puissances (7)... Dans ces conditions, il est évident que les pressions soviétiques ont joué un rôle déterminant ; on ne saurait l'oublier quand on adresse les critiques les plus sévères à la direction sandiniste. Quant à savoir si le FSLN manœuvre, louvoie, cherche à gagner du temps... bien malin qui pourrait le dire. En tout état de cause, si la diplomatie consiste à ruser avec l'ennemi, elle ne saurait se réduire à cela. Les accords de San Isidro ne sont pas un trompe-l'œil : quelle que soit l'évolution des choses, ils ont déjà suscité une protestation du FMLN (8), engendré la défiance dans la solidarité internationale, affaibli la révolution nicaraguayenne elle-même.

Un diplomate latino-américain a ainsi pu déclarer que : « *La démonstration a été faite une fois de plus que la fraternité idéologique marxiste léniniste est de la rhétorique pure. A l'épreuve de la vérité, tout cela se réduit à des fantaisies livres-*

ques. Il ne pouvait en être autrement : entre les intérêts du FMLN et ceux du Nicaragua, Ortega a choisi ceux du Nicaragua et particulièrement ceux de son parti. » (9)

A supposer qu'il n'ait pas eu d'autre solution, Daniel Ortega se devait, pour le moins, de ne tromper ni son peuple ni son camp. Affirmer qu'avec ces accords « nous continuons à marcher vers la paix », c'est prendre des vessies pour des lanternes. L'essentiel de l'argumentation d'Ortega vise le court terme et repose sur les promesses de démobilisation de la Contra. Comme le remarque un commentateur avisé (10), ce qu'il a obtenu sur ce plan est minime : la demande — qui sera probablement ignorée des Etats-Unis — que les fonds votés par le Congrès américain pour la Contra soient utilisés à sa dé-



mobilitation. A plus long terme, la révolution nicaraguayenne ne pourra pas survivre seule dans l'isthme centraméricain, et la défaite de la révolution salvadorienne lui porterait un coup dramatique.

A peine les accords de San Isidro étaient-ils signés, incluant un appel à l'URSS, à Cuba et aux Etats-Unis pour qu'ils cessent toute ingérence en Amérique centrale, que le gouvernement nicaraguayen décrétait l'état d'alerte sur tout le territoire afin de parer à toute éventualité : en effet, le gouvernement Bush venait de lancer contre Panama 27 000 soldats, 150 hélicoptères, des dizaines d'avions de guerre, de tanks et de blindés. Bilan : 2 000 morts, davantage qu'à Timisoara ; un président, soi-disant élu démocratiquement, prêtant serment sur une base militaire sous les salves des canons nord-américains ; une intervention "justifiée" par la corruption du dictateur alors que le Pentagone n'a jamais jugé utile de faire de même contre Pinochet, Stroessner ou Duvalier. Sans parler de la morgue d'une grande puissance qui foule au pied l'immunité diplomatique de Cuba et du Nica-

ragua, attitude impensable à l'égard des "puissants".

Quant aux pertes en vies humaines provoquées par l'invasion, le secrétaire d'Etat adjoint Eagleburger les a évaluées à 400, et a félicité les militaires de leur "brillant" résultat (11).

La lutte contre le trafic de drogue n'est évidemment qu'un prétexte : si leur objectif était vraiment de s'emparer de Noriega, pourquoi les troupes américaines sont-elles encore présentes, malgré l'arrestation du dictateur ? Les véritables (et injustes) causes sont ailleurs : il s'agit de remettre en question les accords Torrijos-Carter de 1977 qui prévoyaient la restitution du canal au Panama et le retrait des bases militaires américaines au 31 décembre 1999. Le traité était d'ores et déjà entré dans une nouvelle phase : depuis le 1er janvier, la compagnie du canal devait être administrée par un Panaméen et il devait y avoir plus de Panaméens que de Nord-Américains dans le comité directeur de la compagnie.

...et invasion américaine de Panama

En intervenant au Panama, « *les Etats-Unis ont créé les conditions pour continuer leur domination sur le canal grâce à un gouvernement soumis et docile, celui de Guillermo Endara* » (12). Or, Panama ce n'est pas que le canal ; ce pays de 75 000 kilomètres carrés et de deux millions d'habitants est également un centre militaire stratégique qui abrite la base aérienne Howard, la plus importante du sous-continent, ainsi que le quartier général du Commando Sud considéré comme le centre logistique et le laboratoire de la guerre de basse-intensité. Aux 12 000 soldats nord-américains qui stationnent de façon permanente dans la zone du canal dans 14 bases militaires, il faut ajouter 7 000 employés et leurs familles, 2 700 employés civils dépendant du secrétariat à la Défense et 3 700 conseillers militaires.

Le gouvernement soviétique a condamné l'intervention militaire on ne peut plus timidement... Tout aussi compréhensif, le gouvernement nord-américain a

6) Voir *Inprecor* numéro 293 du 18 septembre 1989.

7) *El Nuevo Diario*, Managua, 14 décembre 1989.

8) Voir *Inprecor* numéro 300 du 12 janvier 1990.

9) *La Cronica*, Managua, du 14/20 décembre 1989.

10) *El Pais*, 14 décembre 1989.

11) Dans le *Herald Tribune* du 8 janvier 1990, l'ancien ministre américain de la Justice, Ramsey Clark, a dénoncé la conspiration du silence qui entoure le nombre de victimes et a cité des estimations faisant état de 4 000 décès.

12) *Bulletin de l'Agence Nueva Nicaragua*, 17 janvier 1990.

approuvé le recours à la force et l'intervention de l'armée soviétique en Azerbaïdjan. Selon le porte-parole du département d'Etat : « *Il y a une différence fondamentale entre l'emploi de la force pendant un temps limité pour rétablir l'ordre, et le recours à la force pour réprimer l'expression pacifique et légitime d'aspirations politiques.* » (13) Au nom de quel droit telle ou telle grande puissance peut-elle décider de rétablir l'ordre, et de quel ordre s'agit-il ?

Banc d'essai panaméen

Va-t-on consacrer de nouveau le principe d'intervention universelle et le rôle de gendarme mondial des Etats-Unis ? N'est-ce pas ce à quoi l'on risque d'assister en Amérique centrale ? L'intervention au Panama n'est-elle pas un banc d'essai ? Pour quelles raisons le Pentagone a-t-il utilisé, pour la première fois, de nouveaux chasseurs bombardiers invisibles, capables de pénétrer les défenses radar les plus perfectionnées sans être détectés ? Par ailleurs, l'invasion a été l'occasion d'expérimenter de nouvelles bombes et de nouveaux explosifs, des avions AC-130 pouvant concentrer sur un seul objectif des centaines de projectiles en quelques secondes, le tout contrôlé grâce à des ordinateurs ultramodernes camouflés (14).

En réalité, le Panama a été « *le théâtre d'une guerre expérimentale qui a permis aux Etats-Unis, avec deux douzaines et demi de pertes, de mettre en pratique quelques unes de ses armes les plus puissantes* » (15). Dans quel but ? Interrogé sur l'existence d'une doctrine Bush qui viserait à légitimer des interventions militaires pour imposer des élections libres, le secrétaire d'Etat adjoint nord-américain, Eagleburger, a jugé « *hautement improbable* » une intervention semblable au Nicaragua... Autant dire que la menace d'une intervention plane déjà sur la révolution sandiniste au cas où l'administration américaine, mécontente du résultat des élections du 25 février, jugerait nécessaire d'en « *corriger* » les résultats. G. Bush n'a-t-il pas déclaré que « *les deux dinosaures restants, Ortega et Castro, ne vont pas durer très longtemps* » ?

Le 14 janvier, le commentateur de l'organe du PC cubain, *Granma*, voyait dans les récents événements l'annonce d'une hécatombe dans la région. Malgré son caractère apocalyptique, la prophétie

est peut-être moins excessive qu'il n'y paraît.

Si le chemin qui a conduit de San Isidro à Panama devait se poursuivre avec son corollaire, la division des forces révolutionnaires (elle a déjà commencé entre le FMLN et les sandinistes, ainsi qu'entre les sandinistes et les castristes), alors nul ne peut prédire ce qui en résultera pour les peuples dominés. L'écartèlement politique actuel entre un Nicaragua démocratique, mais dont on peut craindre qu'il

abandonne tout internationalisme, et Cuba qui s'en tient à un anti-impérialisme radical mais refuse de rompre avec des pratiques anti-démocratiques, risque d'avoir des effets désastreux sur tout le continent ; et ce, au moment où l'impérialisme américain croit pouvoir, à la faveur de l'effondrement du stalinisme, bénéficier de la neutralité soviétique pour effacer le syndrome vietnamien et faire ce que bon lui semble, en toute impunité. ★

Les contradictions de Fidel Castro

Voici quelques extraits significatifs du discours prononcé par Fidel Castro le 7 décembre dernier, à La Havane. Ils illustrent parfaitement le contraste entre l'anti-impérialisme radical de la direction castriste et ses positions et analyses erronées sur la démocratie et les événements dans les pays de l'Est.

DOCUMENT



LE CAPITALISME, son économie de marché, ses valeurs, ses catégories et ses méthodes ne pourront jamais être des instruments permettant au socialisme de sortir de ses difficultés actuelles et de rectifier les erreurs qui ont pu être commises. Une bonne part de ces difficultés vient non seulement des erreurs, mais aussi du blocus rigoureux et de l'isolement auxquels les pays socialistes ont été soumis de la part de l'impérialisme et des grandes puissances capitalistes qui monopolisaient presque toutes les richesses, ainsi que les technologies les plus avancées du monde, produit du sac des colonies, de l'exploitation de leur classe ouvrière et du vol massif de cerveaux aux pays en voie de développement.

Des guerres dévastatrices, qui ont coûté des millions de vie et la destruction de la majorité des moyens de production accumulés, ont été menées contre le premier Etat socialiste. Tel le Phénix, il a dû ressurgir plusieurs fois de ses cendres et a rendu d'immenses services à l'humanité, comme le renversement du fascisme et

l'impulsion décisive du mouvement de libération d'autres pays encore colonisés. On veut oublier tout cela aujourd'hui.

C'est répugnant de voir qu'actuellement beaucoup de gens, y compris en URSS, dénigrent et détruisent l'exploit historique et les mérites extraordinaires de ce peuple héroïque. Ce n'est pas ainsi qu'on rectifiera et dépassera les erreurs indéniables commises par une révolution née au cœur de l'autoritarisme tsariste, dans un pays immense, atterré et pauvre.



(...) Pour cela, nous n'avons pas hésité à empêcher la circulation de certaines publications soviétiques qui sont pleines de venin contre l'URSS elle-même et contre le socialisme. On perçoit derrière elles la main de l'impérialisme, de la réaction et de la contre-révolution. Certaines de ces publications ont déjà commencé à demander l'arrêt des relations commerciales équitables et justes qui se sont forgées entre l'URSS et Cuba durant le processus révolutionnaire cubain. En bref, que l'URSS commence à pratiquer avec Cuba l'échange inégal, vendant de plus en plus cher et achetant de moins en moins nos produits, tout comme font les Etats-Unis avec les pays du Tiers monde.

13) *Le Monde*, 24 janvier 1990.

14) *Washington Post*, cité par *El Pais* des 25/26 décembre 1989.

15) *El Pais*, 2 janvier 1990.

(...) La destruction systématique des valeurs du socialisme, le travail de sape mené par l'impérialisme, ajoutés aux erreurs, ont accéléré le processus de déstabilisation des pays socialiste en Europe de l'Est. (...) L'impérialisme et les puissances capitalistes ne peuvent dissimuler leur euphorie face à ces événements ; ils sont persuadés, non sans fondement, qu'aujourd'hui, le camp socialiste n'existe virtuellement plus (...), persuadés également que le Pacte de Varsovie n'existe pas davantage et n'est plus qu'une fiction, que des sociétés corrompues et minées de l'intérieur seront incapables de résister.

(...) Il est notoire qu'une grande partie des richesses du monde capitaliste développé provient de l'échange inégal avec les pays du Tiers monde. Durant les siècles de la colonisation, ils les ont mis à sac, ont réduit en esclavage des millions de leurs fils et, souvent, ont épuisé leurs réserves d'or, d'argent et d'autres minéraux, ils les ont exploités avidement et leur ont imposé le sous-développement. Voilà la conséquence la plus directe et patente du colonialisme. Aujourd'hui, ils les saignent à blancs à travers les intérêts d'une dette infinie et impayable ; ils leur arrachent leurs produits de base à des prix misérables ; ils vendent leurs produits industriels à des prix toujours plus élevés.



(...) Maintenant, l'impérialisme veut que les pays socialiste d'Europe s'ajoutent à cette colossale mise à sac, ce qui ne semble pas être pour déplaire aux théoriciens des réformes capitalistes. Du coup, dans beaucoup de ces pays, personne ne parle de la tragédie du Tiers monde et les foules mécontentes sont orientées vers le capitalisme et l'anti-communisme et, dans l'un d'entre eux, vers le pangermanisme. (...)

Cela intéresse beaucoup plus les Etats-Unis et les puissances capitalistes d'investir en Europe de l'Est que dans tout autre lieu de la planète. Que peut espérer d'une telle évolution le Tiers monde où vivent des milliards de gens dans des conditions infra-humaines ? On nous parle de paix. Mais de quelle paix s'agit-il ? D'une paix entre les grandes puissances, tandis que l'impérialisme se réserve le droit d'intervenir ouvertement et d'agresser les pays du Tiers monde ? Les exemples abondent.

Le gouvernement impérialiste des Etats-Unis exige que personne n'aide les révolutionnaires salvadoriens et tente de faire du chantage à l'URSS en lui demandant rien moins que l'arrêt de toute aide économique et militaire au Nicaragua et à

Cuba. (...) Pour sa part, ce même gouvernement impérialiste aide le gouvernement coupable d'un génocide et envoi des unités spéciales de combat au Salvador, soutient la contre-révolution au Nicaragua, organise des coups d'Etat à Panama et l'assassinat de dirigeants de ce pays, aide militairement l'UNITA en Angola, malgré les accords de paix en Afrique australe (...).



Ce serait magnifique que les armes nucléaires disparaissent. Si ce n'était pas une simple utopie et si cela se réalisait un jour, cela serait un bien inestimable et augmenterait la sécurité, mais seulement pour une partie de l'humanité. Cela ne donnerait ni la paix, ni la sécurité, ni l'espoir aux pays du Tiers monde.

L'impérialisme n'a pas besoin d'armes nucléaires pour agresser nos peuples. Ses flottes puissantes à travers le monde, ses bases militaires partout et ses armes conventionnelles, toujours plus sophistiquées et mortelles, sont suffisantes pour qu'il joue son rôle de maître et de gendarme du monde.

(...) Si les événements suivent leur cours actuel, si l'on n'exige pas des Etats-Unis de renoncer à ces conceptions, de quelle "nouvelle pensée" peut-on parler ? En continuant ainsi, le monde bipolaire que nous avons connu après la guerre se transformerait inexorablement en monde unipolaire sous l'hégémonie des Etats-Unis.

(...) L'impérialisme yankee pense que Cuba ne pourra pas résister et que la nouvelle situation apparue dans le camp socialiste lui permettra de soumettre inexorablement notre révolution.

Cuba n'est pas un pays où le socialisme est arrivé derrière les divisions victorieuses de l'Armée rouge. A Cuba, le socialisme a été forgé par les Cubains dans une lutte authentique et héroïque. Trente ans de résistance au plus puissant empire de la terre prouvent notre force politique et morale.

Nous qui dirigeons le pays, nous ne sommes pas un groupe de parvenus sans expérience, arrivés récemment à des postes de responsabilité. Nous sortons des rangs des vieux combattants anti-impérialistes de l'école de Mella et de Guiteras, des rangs du Moncada, du Granma, de la Sierra Maestra et de lutte clandestine, de Giron et de la crise d'octobre.

(...) A Cuba, révolution, socialisme et indépendance nationale sont indissolublement liés. (...)

Le FSLN persiste et signe

L'interview suivante de Humberto Ortega, ministre de la Défense et commandant de la révolution, dont nous publions de très larges extraits, a été réalisée par Carlos F. Chamorro, directeur de *Barricada*, organe du Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Si la pertinence des questions montre que les accords de San Isidro ne font pas l'unanimité chez les cadres sandinistes, les réponses du ministre illustrent la gravité de l'erreur de la direction.

DOCUMENT

BARRICADA : Dans la déclaration, le gouvernement du Nicaragua, aux côtés des trois autres, appuie le gouvernement Cristiani. Cela signifie-t-il qu'il donne un aval politique à un régime qualifié de génocide quelques jours auparavant ?

Humberto ORTEGA : Nous entretenons des relations avec le gouvernement Cristiani, et l'on a même avancé vers une réduction de la tension diplomatique (1). Le communiqué reconnaît l'existence du gouvernement qui existe au Salvador et, que cela nous plaise ou non, c'est le gouvernement du Salvador.

C'est tout comme le problème du Nicaragua et des Etats-Unis : nous continuons à les accuser d'être responsables de ce qui se passe au Nicaragua mais nous ne tombons pas dans l'extrémité qui consisterait à rompre les relations diplomatiques. Parce que cela ne résout aucun problème.

◆ *Mais n'est-ce pas appuyer ce gouvernement que de reconnaître son existence après qu'il a été accusé de bombarder la population civile et d'assassiner des religieux ?*

A aucun moment nous n'avons appuyé les crimes et les bombardements du

Proceso



gouvernement Cristiani. Le président Cristiani est venu donner des explications sur cette situation et proposer des solutions à ses homologues. Donc, il est logique qu'en nous mettant d'accord sur d'autres points substantiels qui permettent de parvenir à une solution, cette volonté politique de Cristiani de résoudre le problème soit également reflétée.

Les présidents soutiennent les aspects minimum, constitutifs, de l'existence de ce gouvernement (2), ce qui ne signifie pas un appui des bombardements, crimes et excès qu'il commet. (...)

◆ *En matière de droits de l'homme, le document ne condamne aucun gouvernement, mais accuse implicitement le FMLN auquel il est demandé de ne pas mener d'actions mettant en danger la population civile.*

Le Nicaragua a été à l'avant-garde en luttant dans différentes réunions contre les violations des droits de l'homme, non seulement au Salvador mais aussi dans d'autres pays.

Que, dans le but de sauver le processus de paix, il ait été nécessaire d'empêcher une condamnation du gouvernement Cristiani me paraît explicable : l'on a également voulu faire ployer le Nicaragua sous toute une série d'accusations qui sont tombées d'elles-mêmes parce qu'elles n'étaient pas justes mais l'adversaire aurait pu les maintenir pour boycotter l'accord.

L'important est que cela ait eu lieu dans le cadre d'une avancée et c'est cela qui va aider tant le Nicaragua que le Salvador à obtenir une paix totale.

Quant aux actions violentes contre la population civile, depuis la signature des accords d'Esquipulas, et ensuite de Tela, nous avons pris une position vis-à-vis des mouvements insurrectionnels ou irréguliers. Que les gouvernements de la région nous plaisent ou non, il n'est pas légitime qu'un gouvernement quelconque appuie ces forces contre un autre gouvernement.

Nous ne pouvons demander que la guerre cesse, ici au Nicaragua, que des groupes irréguliers n'utilisent pas la violence, que l'on n'attaque pas d'objectifs civils et économiques dans notre pays, et dire, dans le même temps, que ces méthodes sont valables contre un autre gouvernement.

Maintenant, si les guérilleros considèrent que leur forme de lutte est juste, ce sont les guérilleros ; nous, en tant que gouvernement, nous ne pouvons pas l'avaliser. En revanche, nous nous solidarisons volontiers, moralement et politiquement, avec les causes justes des peuples contre les oppresseurs, contre les extrêmes, contre la domination abjecte.

Cela a été une négociation difficile où l'on a fait confiance à la parole, à l'engagement politique du président Cristiani qui est notoirement entouré d'extrémistes, bien qu'il y ait aussi dans son gouvernement des gens opposés aux actes terroristes.

◆ *Vous parliez du comportement du Nicaragua en tant que gouvernement. Comment ceci est-il compatible avec la politique d'un gouvernement révolutionnaire qui a une vocation de solidarité et de nombreux principes ?*

C'est justement parce que nous avons des principes que nous sommes responsables. Une fois que l'on s'est constitué en gouvernement, les causes justes s'appuient à travers des normes internationales déterminées. Si nous étions une guérilla, nous aurions davantage de latitude pour dire beaucoup de choses, mais nous n'aiderions pas beaucoup.

Il faut savoir appliquer les positions de principes selon le moment. A San Isidro, nous cherchions à faire avancer le processus de paix dans son ensemble ; or, pour y arriver et pour que cela bénéficie aussi au Salvador nous devons, en premier lieu, le sauver et renforcer les dispositions autour du Nicaragua, et nous y sommes arrivés. (...)

Nous ne sommes pas allés à San José en tant que porte-parole du FMLN. Que cela nous plaise ou non, nous sommes allés négocier entre gouvernements. S'il s'était agi d'une rencontre de 21 pays, à l'OEA ou aux Non alignés, pour parler du Salvador et dire qu'il faut condamner les

violations des droits de l'homme, le gouvernement aurait eu davantage la possibilité d'exprimer ce qu'il trouve incorrect. Mais dans le cas présent, ce qui nous intéressait n'était pas que les quatre présidents condamnent Cristiani, mais de réussir à avancer substantiellement vers la paix.

◆ *En quoi les prises de position concernant la démobilisation du FMLN ressemblent ou diffèrent de celles concernant la Contra ?*

A la lecture du document, il pourrait apparaître une fausse image de symétrie entre la Contra et le FMLN qui, en fait, n'existe pas. (...)

◆ *Comment réagissez-vous au jugement de ceux qui prétendent que le Front sandiniste aurait sacrifié sa solidarité avec le FMLN en échange du départ de la Contra ?*

Entre des mouvements révolutionnaires en armes et le gouvernement sandiniste, il peut y avoir différentes appréciations sur des sujets concrets. L'on ne peut pas attendre de nous un comportement semblable à celui d'un mouvement de guérilla qui n'a pas d'engagement d'Etat. Que cela entraîne des complications ne doit pas nous faire peur.

Notre politique de solidarité avec les peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance n'est remise en question à aucun moment. Mais la façon d'exprimer cette solidarité doit se limiter aux normes de vie en bonne intelligence avec les autres gouvernements.

Nous ne nous sommes pas engagés à renoncer à notre solidarité avec le peuple salvadorien. Nous avons appuyé le processus de paix en aidant les Salvadoriens à résoudre leur problème en trouvant un accord, pour que le FMLN négocie avec le gouvernement à travers l'ONU, parce que ce ne sont pas les sandinistes qui vont résoudre leurs problèmes ; ce serait mal connaître la capacité, l'adresse et l'auto-détermination des Salvadoriens.★

Managua, 21 décembre 1989

1) A la suite de la chute sur le territoire salvadorien d'un petit avion sensé provenir du Nicaragua et transporter des armes pour le FMLN, le gouvernement salvadorien a rompu ses relations diplomatiques avec le Nicaragua. Voir *Inprecor* numéro 299 du 11 décembre 1989.

2) Le point 2 des accords (voir *Inprecor* numéro 300 du 12 janvier 1990) va bien plus loin que cela puisqu'il stipule clairement que le gouvernement salvadorien est « l'émanation d'un processus démocratique, pluraliste et participatif ». Or le moins qu'on puisse dire c'est que les élections salvadoriennes du 19 mars 1989 ont été tout, sauf cela ! Voir *Inprecor* numéro 284 du 20 mars 1989.



En bref...

MEXIQUE

Nouveau conflit à Ford

Le 10 janvier 1990, l'ouvrier Cleto Benigno Urbina de l'usine Ford de Valle de Mexico a été tué par deux balles tirées par des vigiles aux ordres de Hector Uriarte Martinez, secrétaire général de la Confédération des travailleurs de Mexico (CTM), protégé par les patrons et par la hiérarchie de sa centrale syndicale (sur la situation à l'usine Ford, voir aussi *Inprecor* numéro 293 du 1er octobre 1989).

Huit autres ouvriers ont été blessés par balles, et trois par armes contondantes, lors d'une agression perpétrée le 8 janvier dernier à l'intérieur des installations de l'entreprise. Ce jour-là, près de 100 *pistoleros* sont entrés dans les installations, en "bleus" de travail et avec des laissez-passer officiels. Ils se sont mis à effrayer les ouvriers, les menaçant avec des armes à feu pour qu'ils retournent "travailler" et qu'ils oublient leurs revendications économiques et leur volonté de démocratiser leur syndicat.

Ces menaces, loin d'intimider les ouvriers, ont eu l'effet inverse, et la base s'est affrontée à la bande de mercenaires, les a expulsés de l'usine et en a arrêté trois. Maintenant, les travailleurs contrôlent les deux usines de la multinationale à Valle de Mexico et se préparent à résister fermement pour défendre leur outil de travail, leurs revendications économiques et le contrôle de leur organisation syndicale.

Ce conflit a débuté en décembre dernier quand l'entreprise a indûment diminué de presque 70 % la prime de fin d'année des travailleurs et a, en outre, annoncé qu'il y aurait une très faible répartition des dividendes, alors que la Ford de Mexico est la troisième entreprise exportatrice du pays et a un taux élevé d'expansion. La direction de l'entreprise a déclaré que la réduction des primes de fin d'année correspondait aux impôts

non décomptés auparavant, faisant ainsi retomber sur les travailleurs les erreurs qu'elle a commises. Cela a créé un malaise chez le personnel ; malaise qui a augmenté quand leur dirigeant syndical, Uriarte, a justifié les mesures de l'entreprise au lieu de défendre les intérêts des syndiqués.

Face au manque de combativité de leur dirigeant, les travailleurs ont tenté de le destituer. Mais, dès le début, ils se sont affrontés à la complicité flagrante entre l'entreprise et Uriarte, qui ont fait leur possible pour faire taire les travailleurs, avec les résultats décrits ci-dessus. Maintenant, la lutte est entrée dans une phase plus critique vu que, jusqu'à présent, ni l'entreprise, ni les autorités ne semblent décidées à établir des négociations et à donner des réponses satisfaisantes aux revendications des travailleurs. Au



contraire, dans la matinée du 10 janvier, l'entreprise a annoncé le licenciement de tous les ouvriers. Cette situation nécessite d'urgence une solidarité du mouvement ouvrier international.

A cette fin, il est demandé que des manifestations aient lieu face aux entreprises Ford dans tous les pays ; que l'on envoie des télégrammes exigeant le respect des droits des travailleurs mexicains à la *Ford Motor Company, Paseo de la Reforma, 333, Mexico DF*. Ainsi qu'aux autorités mexicaines : *Presidente de la República, Carlos Salinas de Gortari, Residencia oficial de los Pinos ; Secretario general del Trabajo, Arsenio Farrell Cubillas, Periférico Sur, 4271, zona postal 20*. L'on peut également envoyer des télégrammes d'appui et de solidarité à la lutte des travailleurs de Ford à : *Dr Lucio 103, Edificio Orion A 4, despacho 103, Mexico DF ; ou par Téléfax au 286 89 26 ou au 286 89 76, à l'attention de Raul Escobar.* ★

ITALIE

Congrès de Democrazia proletaria

Un congrès national extraordinaire de l'organisation d'extrême gauche italienne Democrazia proletaria (DP) a eu lieu du 7 au 10 décembre derniers, à Rimini. Pour la première fois dans l'histoire de DP, des positions formellement différenciées ont marqué le débat préparatoire et le congrès lui-même s'est conclu par le vote de deux motions contradictoires.

Le congrès a été convoqué à la suite de la crise qui avait éclaté au printemps dernier, avec la scission réalisée par le courant "écologiste" et l'ancien secrétaire Mario Capanna (voir *Inprecor* numéro 288 du 15 mai 1989). Les résultats assez décevants aux élections européennes du 18 juin, notamment dans certaines villes dont Rome, ont aggravé la crise au sein même du groupe dirigeant.

C'est dans ce contexte qu'une première discussion a eu lieu, fin septembre, sur le texte à proposer au congrès. Un premier projet a été adopté, malgré sept voix contre et un certain nombre d'abstentions (sur une trentaine de membres présents de la direction). Quinze jours plus tard, le secrétariat a présenté une nouvelle version du projet avec une série d'ajouts et de rectifications. Vingt trois membres ont voté pour ce texte, cinq contre, et deux se sont abstenus. Les cinq qui ont voté contre proviennent de l'ancienne Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section italienne de la IVe Internationale), qui a rejoint DP en juillet 1989 (voir *Inprecor* numéro 293 du 18 septembre 1989).

Le projet du secrétariat a été amendé sur deux points importants. Le premier concernait l'orientation électorale : alors que la version originale laissait ouverte la possibilité de blocs électoraux, l'amendement précisait que le choix prioritaire devait être la présentation de listes de DP. Le deuxième amendement supprimait une proposition de changement de l'organisme de direction, dans un sens fédéraliste. Dans les deux cas, ceux qui avaient voté contre le texte dans son ensemble, ou s'étaient abstenus, ont voté en faveur des amendements.

Cependant, ces amendements ne changeaient pas l'orientation fondamentale du texte. C'est pourquoi, les cinq décidèrent de présenter leur propre texte, qui avançait notamment une conception de l'"alternative" dans un sens anti-capitaliste — ce qui était loin d'être clair dans le texte majoritaire —, précisait davantage l'orientation électorale en harmonie avec cette conception et définissait mieux le rôle et le mode de fonctionnement de DP en tant que parti.

Avant les congrès provinciaux, une nouvelle réunion de la direction nationale a été convoquée, le 17 novembre, à la suite de la crise ayant éclaté dans le Parti communiste italien (PCI), après

la proposition de son secrétaire Occhetto de convoquer une assemblée constituante pour "refonder" le Parti et même de changer son nom. Lors de cette réunion, la majorité au sein de DP s'est divisée. Luigi

Vinci et d'autres dirigeants de la Fédération de Milan (de loin la plus importante) ont présenté une motion qui donnait la priorité à une orientation visant à exploiter la crise du PCI et qui avançait l'idée d'une assemblée constituante des communistes en opposition à celle "libérale-socialiste" d'Occhetto.

Une autre aile de la majorité a rejeté la proposition et a suggéré de s'en tenir à l'orientation déjà définie auparavant. La motion Vinci a finalement été majoritaire (17 voix contre 12), grâce à l'appui des cinq minoritaires d'octobre. Une motion des cinq, qui précisait mieux l'orientation face à la crise du PCI, a été aussi adoptée (16 voix contre 12).

Lors des congrès des fédérations provinciales, le projet des cinq a obtenu des résultats supérieurs à toute attente. En fait, si la moyenne nationale était de 15 %, le score dans les villes principales était sensiblement meilleur.

Précisons finalement que les délégués ayant droit au vote (représentant 6 540 membres de l'organisation) étaient 368, dont 322 élus par les congrès provinciaux et les 46 membres de la direction



sortante (qui, selon les statuts, sont automatiquement délégués avec droit de vote).

Quatre rapports ont été présentés au congrès national, qui a été couvert largement par la télévision et la presse. Un représentant de la direction du PCI, ainsi que le dirigeant syndical communiste Sergio Garavini (qui s'était prononcé contre les propositions d'Occhetto) et le député radical européen Marco Pannella, entre autres, ont aussi participé aux débats. Un représentant du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) du Salvador, un représentant du Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud, l'ambassadeur du Nicaragua à Rome et un représentant du Forum civique tchécoslovaque ont également salué le congrès.

Dès le début, les délégués de la résolution des cinq ont manifesté leur disponibilité à une convergence avec les délégués du courant Vinci-Bolognesi, à condition de se mettre d'accord sur un texte commun qui clarifie certains points essentiels et que soit assurée une représentation strictement

proportionnelle dans la nouvelle direction. Un accord a été effectivement atteint.

Lors des votes au congrès, un texte réaffirmant les orientations fondamentales de DP, qui répondait à la volonté exprimée par la plupart des militants de ne pas apparaître comme une organisation tout à fait divisée, a été adopté à l'unanimité. Les deux autres textes alternatifs, l'un présenté par le secrétaire national Giovanni Russo Spina, et l'autre rédigé en commun par le courant Vinci-Bolognesi et le courant des cinq, ont chacun obtenu 170 voix au congrès. La direction a donc été formée sur une base strictement paritaire : 30 élus pour chaque courant. 18 femmes ont été élues à la direction (sur 60) — le pourcentage des femmes dans DP, dans son ensemble, est d'environ 20 %.

Lors de sa première réunion suivant le congrès, la nouvelle direction a réussi à se mettre d'accord, à l'unanimité, sur un texte fixant les tâches pour les mois à venir. Un secrétariat national de huit membres a été constitué sur une base paritaire. ★

CANADA

Menaces contre l'avortement

Le projet de loi déposé par le gouvernement conservateur, le 3 novembre 1989, est une injure aux droits démocratiques des femmes. Après presque deux ans de vide juridique, il criminalise de nouveau l'avortement, et ce, à tous les stades de la grossesse.

En effet, c'est le 28 janvier 1988 que la Cour suprême du Canada, par cinq voix contre deux, déclarait anti-constitutionnel l'article 251 du Code pénal datant de 1968, qui imposait aux femmes désirant interrompre une grossesse d'obtenir l'accord d'un comité thérapeutique composé de quatre médecins. Cette décision créait un vide juridique, jusqu'alors jamais comblé, qu'on pouvait interpréter dans le sens où l'avortement devenait une question qu'il appartient uniquement à la femme et à son médecin de régler.

Avec le nouveau projet de loi, une femme ne pourra se faire avorter que si un médecin accepte de certifier par écrit que la poursuite de sa grossesse menace sa santé. Le mot santé comprend la santé psychique, psychologique ou mentale, selon la définition de

l'organisation mondiale de la santé (OMS). Le texte indique : « *Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans quiconque provoque l'avortement chez une personne de sexe féminin, sauf un médecin qui en est arrivé à la conclusion que, sans avortement, la santé ou la vie de la personne serait vraisemblablement menacée.* »

Le 14 octobre dernier, des dizaines de milliers de personnes manifestaient déjà dans plus d'une trentaine de villes à travers le Canada et le Québec contre l'éventualité d'une nouvelle criminalisation de l'avortement. La mobilisation des femmes se poursuivra contre ce texte qui leur refuse le droit de décider, qui les rend irresponsables et inconscientes.

Déjà, aux Etats-Unis, la mobilisation "pro-choix" a remporté une victoire sur le président Bush, puisque le Congrès américain a renversé, le 21 octobre dernier, le veto présidentiel contre le remboursement des frais d'avortement aux femmes à faible revenu en cas de viol et d'inceste. ★

TURQUIE

Viol licite des prostituées



Tiré de l'hebdomadaire humoristique turc *Avni*

La Cour constitutionnelle a entériné, le 10 janvier dernier, la loi numéro 438 du Code pénal turc prévoyant « une réduction de peine des deux tiers en cas de viols ou rapt de prostituées ». C'est la Deuxième chambre correctionnelle de la ville d'Antalya qui avait saisi la Cour constitutionnelle pour qu'elle annule cette loi, jugée contraire au Droit, à la justice et aux droits de l'homme [en l'occurrence de la femme !]. Mais elle n'a pas été suivie par la Cour.

Grâce à cette décision historique de la "Haute cour", ceux qui violent une prostituée n'encourent que le tiers de la peine prévue dans le Code pénal... à condition, bien entendu, qu'ils soient dénoncés, arrêtés, jugés et condamnés, ce qui est loin d'être la règle !

Dans son arrêté, le docte tribunal estime en effet que « le viol ou le rapt d'une femme vertueuse brise irrémédiablement son honneur et sa respectabilité dans la société et son entourage. Or, il est difficile de prétendre qu'il en va de même pour une femme qui a choisi la prostitution comme profession. Dans la mesure où la prostituée a choisi cela comme métier, qu'elle en fait commerce, un tel acte envers une prostituée ne peut porter atteinte à ses libertés sexuelles et personnelles autant qu'à celles d'une femme vertueuse. » La Cour a également précisé que les violeurs de prostituées peuvent « à juste titre, ne pas prendre au sérieux la résistance que leur opposeraient celles qui ont choisi la prostitution comme métier ».

Cette décision scandaleuse, qui est un véritable "appel au viol", a suscité une très violente réaction des femmes de toutes catégories et conditions sociales, qui ont inondé la Cour de lettres de

protestation. Les prostituées du bordel d'Izmir ont lancé un appel à la grève. Une prostituée du bordel d'Istanbul a déclaré : « Ces messieurs les juges, où ont-ils donc fait leurs premières expériences sexuelles ? Notre seule faute est-elle d'avoir une carte de prostituée ? Alors, ils n'ont qu'à inscrire dessus "ces femmes peuvent être violées partout elles se trouvent !" Nous sommes des travailleuses. La prostitution, c'est mon métier ; le bordel, c'est mon lieu de travail. Ils ne font pas tant de chichi quand ils encaissent le montant de nos impôts sur le revenu... » [De tous les "hommes d'affaires", c'est la tenacité d'un bordel d'Istanbul qui détient le record du montant des impôts payés à l'Etat]

Le Vice-président de la Cour constitutionnelle qui a voté contre cette décision (ainsi que le Président), a déclaré que « les prostituées sont des femmes et des êtres humains à part entière » et que ce vote entachait la dignité de toutes les femmes. Il a ajouté « qu'à une époque où même le viol conjugal est remis en cause, cette décision relève d'une mentalité primitive que les femmes de notre société n'ont certainement pas méritée. »

Des femmes députés de l'opposition comme du pouvoir, les partis d'opposition, notamment le Parti socialiste et les Verts, ainsi que la Ligue des droits de l'homme ont également protesté contre l'arrêté de la Cour constitutionnelle. Une proposition de loi visant à supprimer toutes les clauses discriminatoires contre les femmes a été déposée au parlement. Les groupes féministes ont aussi réalisé diverses actions pour dénoncer le vote de la Cour, en appelant notamment toutes les femmes à déclarer : « Nous sommes toutes des prostituées ! » ★

Démission d'un député communiste

La crise du parti communiste grec (voir *InpreCOR* numéro 295 du 16 octobre 1989) s'est approfondie après la constitution du gouvernement d'union nationale de Zolotas, le 21 novembre dernier. Une de ses récentes manifestations est la démission du député européen Dimitris Desyllas. Nous publions ci-dessous sa lettre de démission, qui est aussi une dénonciation du Marché commun.



DOCUMENT



LES principales raisons qui m'ont décidé à rompre avec le Parti communiste grec (PCG) et la Coalition de la gauche et du progrès (1) et à me séparer de leur politique se résument en ceci : j'étais

d'accord avec la fondation de la coalition et ai fait tout mon possible pour assurer son succès lors des élections de juin et de novembre parce que j'avais confiance dans les engagements et les déclarations du PCG, comme quoi :

1) Cela serait une coalition sociopolitique large pour défendre les intérêts du peuple, lutter pour l'indépendance nationale et proposer une renaissance socialiste et démocratique de la Grèce ;

2) qu'elle avait pour but de promouvoir le rôle indépendant de la gauche par rapport à la banqueroute du système bipartite ;

3) qu'à l'intérieur de la coalition, l'indépendance idéologique, politique, et organisationnelle de chaque force politique, dont bien sûr le PCG, serait assurée.

Malheureusement, la dure réalité des récents développements politiques a prouvé le contraire :

1) La coalition a été essentiellement réduite à un regroupement au sommet, caractérisé par des agissements en coulisses et des décisions de la direction et de quelques personnages publics appartenant au monde politique du passé.

2) La coalition est devenue une force d'appoint pour appuyer et renforcer la politique de la classe dirigeante et les deux

pôles du système bi-partite, passant l'éponge sur l'image du Parti de la nouvelle démocratie après les élections de juin et sur celle du Parti socialiste pan-hellénique (PASOK) après les élections législatives de novembre.

3) La direction du PCG a aboli, en pratique, l'indépendance idéologique et politique du parti, tandis que simultanément elle pratiquait des expulsions massives, des destitutions, et répandait des calomnies contre des centaines de cadres et de membres du PC et des Jeunesses communistes.

Ainsi, avec le gouvernement de Zolotas, nous avons aujourd'hui atteint, pour la première fois, un total consensus et l'unanimité entre la direction de la Nouvelle démocratie, le PASOK et la Coalition quant aux choix fondamentaux et aux consignes de la Communauté économique européenne (CEE), et, plus généralement, autour de l'offensive néo-conservatrice contre les intérêts du peuple et les buts du mouvement populaire.



La direction du PCG, dans le cadre de la Coalition, a tout particulièrement :

1) Accepté l'intégration militaire de la CEE. Elle n'a même pas demandé le retrait de la demande faite par Papandreou (avec l'accord de la droite) que la Grèce rejoigne l'Union de Europe occidentale, un résidu de la guerre froide, qui impose le maintien et la modernisation des armes nucléaires, malgré un climat international et européen favorisant la promotion de notre indépendance nationale et le retrait des bases américaines.

2) Accepté l'intégration monétaire de la CEE. Ce qui implique un programme d'austérité à long terme, voire permanent, pour les travailleurs, plaçant l'économie sous le "pilote automatique" de la CEE ; acceptant ainsi la réduction ou la disparition de toute souveraineté natio-

nale dans la gestion de l'économie, des impôts, des crédits et de la politique monétaire. Ce n'est pas par hasard que Delors a déclaré publiquement (et personne ne l'a démenti) que tous les partis grecs étaient d'accord avec l'union économique et monétaire de la CEE.

3) Au lieu d'informer les travailleurs et d'organiser leur lutte contre les formes d'exploitation nouvelles et plus importantes introduites par les multinationales et la CEE avec le marché unique (restrictions de la liberté de négociation collective, contrats à court terme, flexibilité du travail et des salaires, réduction de la sécurité sociale, disparition de bénéfices et de droits acquis, etc.), tout cela a été avancé avec des slogans abstraits sociaux-démocrates sur le "terrain social unifié" de la CEE. La direction du PCG s'est elle-même limitée à demander une "dimension sociale" au marché unique et la prétendue "charte des droits sociaux" de la CEE qui est à peine une vague déclaration de vœux pieux sans contenu pratique.

4) A la place de s'opposer aux directives et aux instructions de la CEE concernant la fermeture ou la liquidation des entreprises en difficulté, elle est allée, avec le gouvernement Zolotas, encore plus loin pour les appliquer, avec toutes les répercussions que cela aura sur ceux qui travaillent dans ces secteurs.

5) Elle a réellement conduit au déclin les luttes du syndicat des agriculteurs et du mouvement coopératif et sous-estimé le rôle des propriétaires d'exploitations agricoles petites et moyennes dans la formation des alliances sociales.

Les ouvriers, les agriculteurs, les syndicalistes et les petits commerçants, ainsi que les salariés en général (...) n'ont pas voté pour nous pour que nous n'arrêtons pas de dire "oui" à tout ce que propose Delors.

C'est pourquoi, j'ai décidé de me dissocier de cette politique qui se discrédite chaque jour davantage et de devenir un député indépendant. Tout en restant loyal à la signification et au mandat implicite du vote populaire, en tant que membre indépendant de gauche du Parlement européen, je ferai mon possible, aux côtés des ouvriers, des agriculteurs, des salariés, des militants de gauche, ceux de la base du PASOK et de tous les mouvements sociaux pour promouvoir la formation et le développement d'un mouvement militant populaire contre les effets de 1992 et contre la CEE en tant que telle. (...) ★

Athènes, 28 novembre 1989

1) Coalition entre le PCG et la Gauche hellénique, une scission du PC de l'intérieur.